



Nations Unies

**Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés**

**Rapport du Comité exécutif
du Programme du Haut
Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés**

Cinquante-quatrième session (29 septembre-3 octobre 2003)

**Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-huitième session
Supplément N° 12A (A/58/12/Add.1)**

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-huitième session
Supplément N° 12A (A/58/12/Add.1)

Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

**Rapport du Comité exécutif du Programme
du Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés**

Cinquante-quatrième session (29 septembre-3 octobre 2003)



Nations Unies • New York, 2003

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres.

Le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés est paru en tant que *Supplément No 12 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session* (A/58/12).

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–14	1
A. Ouverture de la session.	1–3	1
B. Élection des membres du Bureau.	4	1
C. Représentation aux travaux du Comité	5–10	1
D. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.	11	3
E. Déclaration liminaire du Président du Comité exécutif	12–14	3
II. Travaux de la cinquante-quatrième session.	15–18	4
III. Décisions et conclusions du Comité exécutif	19–28	5
A. Conclusion sur les propositions émanant du processus « HCR 2004 »	19	5
B. Conclusion générale sur la protection internationale	20	9
C. Conclusion sur le retour de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale	21	12
D. Conclusion sur les garanties de protection dans les mesures d'interception	22	15
E. Conclusion sur la protection contre l'exploitation et les sévices sexuels	23	19
F. Décision sur les questions relatives à l'administration, aux finances et au programme	24	23
G. Décision sur le programme de travail du Comité permanent en 2004	25	25
H. Décision sur l'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session du Comité exécutif	26	26
I. Décision sur la participation des délégations observatrices aux réunions du Comité permanent en 2003-2004	27	27
J. Décision sur la participation des organisations non gouvernementales en qualité d'observateur aux travaux du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire et de son Comité permanent	28	27
Annexes		
I. Décisions et conclusions adoptées par le Comité permanent en 2003.		29
II. Déclaration liminaire de M. Ruud Lubbers, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés		30
III. Remarques de clôture du Président concernant le débat général		41

I. INTRODUCTION

A. Ouverture de la session

1. Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a tenu sa cinquante-quatrième session au Palais des Nations à Genève du 29 septembre au 3 octobre 2003. La session est ouverte par le président sortant, S.E. l'Ambassadeur Fisseha Yimer (Ethiopie).

2. Dans son discours d'adieu, le Président sortant, S.E. l'Ambassadeur Fisseha Yimer (Ethiopie) se réfère aux défis auxquels l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale ont été confrontées au cours de l'année écoulée et exprime sa profonde préoccupation devant la dégradation des conditions de sécurité dans lesquelles opèrent les agents humanitaires.

3. Au cours de sa mission au nom du Comité exécutif en Ethiopie, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie en mai 2003, le Président a été préoccupé par l'inadéquation globale des niveaux d'assistance aux réfugiés ainsi qu'aux communautés hôtes. Il lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'emploie davantage à lutter contre les retombées des pénuries alimentaires sur les réfugiés et par ailleurs, il identifie trois autres objectifs. Des solutions provisoires sont nécessaires pour les réfugiés dans les situations prolongées afin de les aider à préserver leur dignité et reprendre en main leur destin. Il demande également davantage d'appui de la part des pays hôtes qui ont démarré des activités d'intégration et de réintégration, y compris des activités de développement pour les communautés locales touchées dans les régions accueillant des réfugiés. En général, il a été très favorablement impressionné par les activités constructives du HCR et des ONG partenaires sur le terrain et il recommande un appui financier et politique plus résolu, particulièrement pour les ONG locales.

B. Election des membres du Bureau

4. En vertu de l'article 10 du Règlement intérieur, le Comité a élu par acclamation les membres du Bureau ci-après :

Président: S.E. l'Ambassadeur Jean-Marc Boulgaris (Suisse)

Vice-Président: S.E. l'Ambassadeur Alfredo Vicente Chiaradia (Argentine)

Rapporteur: Mme Laura Joyce (Afrique du Sud)

C. Représentation aux travaux du Comité

5. Les pays membres du Comité indiqués ci-dessous étaient représentés à la session:

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Danemark, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Guinée, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël,

Italie, Japon, Kenya, Lesotho, Liban, Madagascar, Maroc, Mexique, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République de Corée, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Saint-Siège, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Venezuela et Yémen.

6. Les gouvernements des Etats suivants étaient représentés par des observateurs:

Afghanistan, Albanie, Angola, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Belarus, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Croatie, Cuba, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Erythrée, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Gabon, Géorgie, Ghana, Honduras, Indonésie, Iraq, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Malte, Maurice, Mauritanie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Panama, Portugal, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Rwanda, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Zambie, Zimbabwe.

7. La Palestine était représentée en tant qu'observatrice.

8. Le Conseil de l'Europe, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté européenne (Commission européenne/Conseil de l'Union européenne), la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), la Ligue des Etats arabes, l'Ordre souverain de Malte, l'Organisation de la conférence islamique (OCI), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Union africaine (UA) étaient représentés par des observateurs.

9. Le système des Nations Unies était représenté par les instances suivantes :

Office des Nations Unies à Genève (ONUG), Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Programme des Nations Unies pour les Etablissements humains (ONU-Habitat), Programme alimentaire mondial (PAM), Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), Bureau international du travail (BIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

10. Quelque 59 organisations non gouvernementales étaient représentées à la session.

D. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

11. Le Comité exécutif a adopté par consensus l'ordre du jour suivant (A/AC.96/982) :

1. Ouverture de la session
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation
4. Déclaration du Haut Commissaire et débat général
5. Orateur invité
6. Rapports sur les travaux du Comité permanent
 - a) Protection internationale
 - b) Questions relatives au programme, à l'administration et aux finances
7. Examen et adoption du Budget-programme annuel du HCR pour 2004
8. Activités de contrôle
9. Réunions du Comité permanent en 2004
10. Examen de l'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session du Comité exécutif
11. Autres déclarations
12. Questions diverses
13. Adoption du Rapport de la cinquante-quatrième session du Comité exécutif
14. Clôture de la session

E. Déclaration liminaire du Président du Comité exécutif

12. Le Président nouvellement élu, S.E. l'Ambassadeur Jean-Marc Boulgaris (Suisse), souligne l'importance clé du mandat du HCR, ajoutant que son dévouement et sa capacité à conduire des activités humanitaires dans des situations complexes en a fait un partenaire étroit de la Suisse. Il est convaincu que moyennant la mise en oeuvre du processus « HCR 2004 », le HCR pourra jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la cohérence et de la qualité de l'oeuvre de transition et humanitaire menée à bien par les Nations Unies. Des stratégies telles que les « 4R », la coopération avec les ONG et les autres institutions spécialisées constituent également des éléments essentiels dans la réalisation de cet objectif.

13. Parmi les domaines qui méritent une attention particulière au cours de l'année à venir, il cite la mise en oeuvre du processus « HCR 2004 » sur lequel de nouvelles consultations seront nécessaires pour identifier les mesures destinées à améliorer l'efficacité du Comité exécutif et du Comité permanent, y compris la participation des ONG. La gestion financière constituera un autre thème de discussion, notamment la question délicate du financement et des efforts du Haut

Commissariat pour élargir et diversifier la base des donateurs, y compris dans le secteur privé. Concernant la mise en oeuvre de *l'Agenda pour la protection*, le Président estime que l'Organisation et le Comité exécutif doivent fixer des priorités dans le cadre du mandat et des ressources disponibles.

14. En clôture, il mentionne son intention d'encourager un échange de vues de qualité entre les Etats membres et le HCR, notamment par le biais de consultations informelles avec les Etats observateurs et d'autres organisations concernées. Il escompte que le Bureau du Comité exécutif jouera un rôle de liaison important entre le Comité et le HCR. Enfin, il s'engage à se montrer très ponctuel dans l'organisation des travaux du Comité afin d'utiliser au mieux le temps imparti.

II. TRAVAUX DE LA CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

15. Le Haut Commissaire prononce une déclaration liminaire qui sert de base au débat général. Cette déclaration est contenue dans l'annexe II. Un résumé du Président sur le débat général figure en annexe III¹.

16. Monsieur Jan Egeland, récemment nommé Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies et Directeur de l'OCHA, invoque la responsabilité morale et juridique de la communauté internationale de satisfaire les besoins contemporains de façon méthodique et efficace. Parmi les problèmes rencontrés, il cite l'érosion de l'institution de l'asile, les crises oubliées et la nécessité de mettre en oeuvre des solutions durables pour éviter une instabilité régionale et internationale plus grande. L'année qui vient sera importante pour le HCR dans la mesure où il la consacrera à étudier les meilleurs moyens d'exécuter son mandat et de remplir ses obligations. Il est important de créer les conditions qui permettront de mieux répondre aux besoins des réfugiés. Il voit deux facettes à l'action du HCR : tout d'abord en tant que composante essentielle du système d'assistance et de réponse intégrée des Nations Unies et deuxièmement comme élément normatif, moteur et défenseur de la cause.

17. Le Coordonnateur des secours d'urgence estime que l'Organisation des Nations Unies a aujourd'hui besoin de se doter d'un agenda humanitaire plus fort, fondé sur certaines politiques clés. Il s'agit notamment du droit d'accès des organisations des Nations Unies aux populations touchées afin d'aider et de protéger les communautés vulnérables, ce qui implique l'engagement à rester dans les zones de conflit où un besoin humanitaire se fait sentir, en prenant toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du personnel. Une autre question importante est celle des réfugiés laissés-pour-compte et des crises oubliées. L'assistance humanitaire doit être exclusivement fournie sur la base des besoins, indépendamment des pressions politiques qui s'exercent dans le contexte des crises attirant l'attention du monde. La troisième priorité consiste à faire avancer le débat sur les questions de transition pour garantir une action politique et des initiatives de développement à long terme afin de prendre le relais des interventions humanitaires. Le Cadre du HCR pour les solutions durables constitue une contribution importante à cet égard.

¹ Voir les comptes rendus analytiques de la session pour le rapport intégral des délibérations du Comité, y compris les déclarations ou autres interventions des délégations au titre de tous les points de l'ordre du jour, comme les remarques de clôture du Haut Commissaire et du Président.

18. L'« approche de collaboration » face aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur du territoire constitue un cadre prometteur mais il convient de la mettre en oeuvre avec rigueur par le biais de mandats plus clairs, de ressources suffisantes et d'une motivation à toute épreuve. Il convient de mettre en place des mécanismes de planification plus rapides et des processus décisionnels plus efficaces sur les rôles et les répartitions des tâches en faveur des personnes déplacées, assortis d'un financement plus adéquat. Enfin, il réitère la nécessité d'une solidarité sans faille de la part des Etats membres, en particulier pour améliorer la sécurité des agents humanitaires.

III. DECISIONS ET CONCLUSIONS DU COMITE EXECUTIF ²

A. Conclusion sur les propositions émanant du processus « HCR 2004 »

19. *Le Comité exécutif,*

Se félicitant du dialogue au sein du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire sur les questions soulevées par le processus « HCR 2004 »,

Reconnaissant que le HCR est confronté à un très grand nombre de défis nouveaux et émergents touchant à ses activités, y compris ceux qui sont liés à la mondialisation, à la montée du terrorisme, à l'action humanitaire dans le contexte de la politique internationale, aux situations complexes de conflit et d'après-conflit, et à l'évolution des responsabilités,

Réaffirmant que la Convention de 1951 et le Protocole de 1967 constituent la pierre angulaire du régime de la protection internationale des réfugiés et *rappelant* la contribution de l'*Agenda pour la protection* au renforcement du cadre international de la protection des réfugiés³,

a) *Note avec intérêt* le Rapport du Haut Commissaire⁴ sur le renforcement de la capacité du HCR de s'acquitter de son mandat, comme le demande la résolution 57/186 de l'Assemblée générale, préparé suite aux consultations avec le Secrétaire général, les Etats membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire et les observateurs de son Comité permanent ;

b) *Appuie*, au vu du rapport du Haut Commissaire⁵, la prolongation, à partir du 1^{er} janvier 2004, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sur la base de son statut⁶, jusqu'à ce que le problème des réfugiés soit résolu, supprimant par là même la limitation dans le temps contenue dans les paragraphes 1 et 2 du dispositif de la résolution 57/186 de l'Assemblée générale ;

² La liste des décisions adoptées par le Comité permanent au cours de ses réunions en 2003 figure à l'annexe I

³ A/RES/57/187

⁴ A/AC.96/980

⁵ A/AC.96/980, par. 13 à 15 et action 1

⁶ Statut du HCR contenu dans l'annexe à la résolution 428(V) de l'Assemblée générale

c) *Reconnaît* le rôle moteur du HCR dans la protection internationale des réfugiés et la promotion des solutions à leurs problèmes, et encourage le HCR à continuer d’agir de façon cohérente et proactive, de concert avec les Etats et dans le cadre des responsabilités globales en matière de coordination⁷, selon qu’il convient ;

d) *Exprime* son appui aux activités du HCR concernant les apatrides⁸, en particulier la fourniture de services techniques et consultatifs ; et *prend note* de l’objectif du HCR visant à les étendre à d’autres régions du monde où l’apatridie pose problème ;

e) *Rappelle* la compétence du HCR pour fournir une protection et une assistance aux personnes déplacées dans certaines situations, conformément aux résolutions pertinentes de l’Assemblée générale ; sur la base « des demandes spécifiques du Secrétaire général ou des organes compétents des Nations Unies et avec le consentement de l’Etat concerné, compte tenu de la contribution que peuvent apporter d’autres organisations compétentes grâce à la complémentarité de leur mandat et de leur expérience ; [...] *souligne* que les activités en faveur des personnes déplacées ne doivent pas porter atteinte au principe du droit d’asile »⁹ et que les ressources adéquates sont mises à la disposition du HCR ; et *met en exergue* la nécessité d’une coordination, tant au sein du système des Nations Unies qu’à l’extérieur ainsi que l’importance de garantir une approche interinstitutionnelle et coopérative, y compris avec l’Office pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les membres du Comité permanent interinstitutions (CPI), pour répondre aux besoins des personnes déplacées à l’intérieur du territoire ;

f) *Reconnaît* le rôle de coordination du Coordonnateur des secours d’urgence des Nations Unies dans la réponse du système des Nations Unies à la problématique des personnes déplacées ; et *encourage* le HCR à consulter et appuyer le Coordonnateur des secours d’urgence eu égard à la promotion de stratégies prévisibles et opportunes des Nations Unies, visant à trouver des solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées dans le cadre d’une approche intégrée, lorsqu’il convient ;

g) *Note* l’initiative du Haut Commissaire visant à engager un dialogue permanent ainsi qu’un échange de vues plus intense avec le Coordonnateur des secours d’urgence sur les opérations du HCR qui bénéficient aux personnes déplacées à l’intérieur du territoire, afin de contribuer à une plus grande prévisibilité au sein du système des Nations Unies ;

h) *Reconnaît*, dans le contexte des réfugiés et des autres personnes relevant de la compétence du HCR regagnant leur lieu d’origine, les fonctions de protection et d’assistance de l’Office ainsi que son rôle de catalyseur du développement ; lui *recommande* de travailler avec les institutions chargées du développement conformément à leurs mandats respectifs, en vue d’encourager un retour durable moyennant une planification interinstitutionnelle intégrée, et d’établir des stratégies de transition, y compris un appui aux communautés accueillant ces personnes ;

⁷ A/RES/46/182

⁸ A/56/12/Add.1

⁹ A/RES/53/125, par. 16

i) *Note* avec intérêt le « Cadre du Haut Commissaire pour les solutions durables », incluant les initiatives « 4R » (rapatriement, réintégration, réhabilitation et reconstruction) et DAR (assistance au développement au bénéfice des réfugiés), et *souligne* qu'il doit compléter les autres instruments et processus des Nations Unies tels que le prochain plan de mise en oeuvre préparé par le Comité exécutif pour les affaires humanitaires/Groupe de travail sur les questions de transition du Groupe des Nations Unies pour le développement et l'Evaluation commune par pays/le Cadre d'assistance au développement des Nations Unies ;

j) *Se félicite* de l'admission du HCR au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement ; et *invite* le HCR à obtenir des organisations membres du Groupe des Nations Unies pour le développement, par le biais du Coordonnateur résident/Coordonnateur humanitaire et des équipes des Nations Unies par pays, en consultation avec le gouvernement concerné, l'inclusion des besoins des réfugiés, des rapatriés et, le cas échéant, des autres personnes relevant de la compétence du HCR ;

k) *Invite* les Etats à examiner les possibilités d'utiliser l'assistance au développement pour la promotion des solutions durables et des activités d'autosuffisance en faveur des réfugiés et de leurs communautés d'accueil, ainsi que pour la réintégration viable des réfugiés dans leur pays d'origine ;

l) *Se félicite* de l'intention du Haut Commissaire d'organiser, en consultation avec le Comité exécutif, y compris concernant les implications financières, et dans le temps imparti à sa session annuelle, une réunion ministérielle des Etats parties à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et/ou à son Protocole de 1967 et des autres Etats membres et observateurs du Comité exécutif, normalement tous les cinq ans, afin de mieux mettre en avant les questions relatives aux réfugiés et de promouvoir les objectifs de la Convention de 1951 et de son Protocole de 1967 ;

m) *Décide*, en coopération avec le HCR, d'étudier des mesures tendant à améliorer son efficience et son efficacité et celles de son Comité permanent, y compris la participation des ONG, de préférence avant sa 55^e session et *demande* en conséquence à son bureau d'entreprendre les consultations nécessaires ;

n) *Encourage* le Haut Commissaire à présenter un rapport annuel oral au Conseil économique et social pour le tenir informé des aspects relatifs à la coordination des activités du HCR et à soumettre un rapport écrit à l'Assemblée générale¹⁰, et *recommande* au Haut Commissaire d'entreprendre tous les dix ans, en consultation avec le Secrétaire général et le Comité exécutif/réunion ministérielle mentionnée au par. l), une étude approfondie de la situation globale des réfugiés et du rôle de son Office, et d'en faire rapport à l'Assemblée générale à compter de sa 68^e session ;

o) *Se félicite* des efforts du HCR pour renforcer les liens avec le système des Nations Unies, en particulier avec le Cabinet du Secrétaire général et les piliers de l'action humanitaire, de la paix et de la sécurité ; *souligne* l'importance des efforts conjoints du HCR et des départements des Nations Unies des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix,

¹⁰ Par. 11 du Statut du HCR

qui contribuent à la mise en œuvre de solutions pour les réfugiés ; *encourage* le HCR à jouer, y compris moyennant l'échange d'informations avec les instances pertinentes des Nations Unies, un rôle plus actif ; et *souligne* que toutes ces activités doivent être conduites conformément au mandat du HCR ;

p) *Se félicite* de l'appui du HCR au Comité permanent interinstitutions (CPI), *encourage* l'Office à continuer de coopérer activement avec le CPI en vue de son développement ultérieur, particulièrement concernant le renforcement de la coordination sur le terrain ; et *encourage* la coopération avec l'OCHA, y compris concernant l'utilisation du processus d'appels consolidés en tant qu'instrument de resserrement de la coordination, de la planification stratégique et de la mobilisation des ressources ;

q) *Encourage* le HCR à renforcer ses liens avec l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme (OHCHR), particulièrement sur le terrain, dans le cadre de leurs mandats respectifs ;

r) *Encourage* le HCR à continuer de renforcer ses partenariats avec les ONG compétentes, reconnaissant leur rôle important de défenseur de la cause, d'acteur humanitaire et de partenaire opérationnel et d'exécution du HCR, y compris en les faisant participer directement à l'évaluation et à la planification des opérations et des budgets et en leur communiquant de façon efficace l'information ainsi qu'en recherchant de nouvelles possibilités et moyens de répondre aux besoins des réfugiés moyennant des partenariats stratégiques et opérationnels plus efficaces ;

s) *Encourage* le HCR à intensifier ses efforts, en étroite collaboration avec les Etats et les autres partenaires, pour renforcer la protection dans les régions d'origine, y compris en développant les capacités dans les pays d'accueil de réfugiés, particulièrement dans le domaine de l'enregistrement et de la détermination de statut ;

t) *Reconnaît* la nécessité pour le HCR de contribuer, dans le cadre de son mandat, à garantir que les besoins des réfugiés et des demandeurs d'asile soient correctement couverts dans le contexte plus large de la gestion des migrations, tout en reconnaissant la différence entre la migration forcée et la migration volontaire ;

u) *Note avec reconnaissance* les efforts du HCR pour développer des alliances avec l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres organisations internationales pertinentes afin de continuer à identifier les moyens de parvenir à des complémentarités optimales eu égard au lien entre l'asile et la migration ; et *attend avec intérêt* des rapports de situation en la matière ;

v) *Note avec intérêt* l'initiative « Convention Plus » du HCR et *encourage* en outre le HCR à étudier et faciliter l'élaboration d'accords spéciaux « Convention Plus » par le biais du Forum du Haut Commissaire, visant à faire fond de la Convention de 1951 et de son Protocole de 1967 pour élaborer des approches globales en vue de résoudre les situations de réfugiés, y compris en améliorant le partage de la charge et des responsabilités ainsi que la mise en œuvre de solutions durables ;

w) *Se déclare* en faveur de l'idée selon laquelle la contribution du Budget ordinaire des Nations Unies au HCR serait allouée de façon progressive jusqu'à un niveau conforme au statut de l'Office¹¹ ;

x) *Réaffirme* la nature toujours bénévole du financement du HCR conformément au statut de l'Office, tout en reconnaissant l'importance égale des contributions faites par les pays d'accueil, particulièrement par les pays en développement ; et *demande* aux Etats, dans la mesure de leurs moyens, de contribuer au financement intégral de la dotation budgétaire approuvée par le Comité exécutif ;

y) *Se déclare* préoccupé par le défaut chronique de fonds alloués au HCR et *note* la nécessité d'un partage plus équitable de la charge et des responsabilités comme l'indique le Rapport du Haut Commissaire¹² ; *se félicite* des efforts du HCR pour élargir la base des donateurs de l'Office et diversifier les sources de financement, y compris par le biais du secteur privé ; *se félicite* de l'intention du Haut Commissaire d'entamer des consultations bilatérales avec les Etats concernant leurs contributions à l'Office ; *invite* les Etats qui le souhaitent à appliquer à leur convenance l'approche du niveau de base de 30 pour cent qui sera mise en œuvre à titre expérimental ; et *prie* le HCR de présenter régulièrement des rapports sur sa mise en œuvre au Comité exécutif et au Comité permanent.

B. Conclusion générale sur la protection internationale

20. *Le Comité exécutif,*

Général

a) *Se félicite* de la *Note sur la protection internationale*¹³ de cette année qui porte essentiellement sur les instruments de protection opérationnels, juridiques, politiques et promotionnels ; et *note* avec préoccupation les nombreux problèmes et défis de protection identifiés dans cette Note tout en appréciant l'éventail d'initiatives prises sur le terrain par le HCR, en coopération avec les Etats, pour concrétiser la protection ;

b) *Reconnaît* que la protection internationale est à la fois un concept juridique et une fonction à vocation éminemment pratique bénéficiant directement à des millions de réfugiés et à d'autres personnes relevant de la compétence du HCR ;

c) *Note*, dans ce contexte, que la fourniture d'une protection internationale est un service à haut coefficient de main d'œuvre au cœur du mandat du HCR, ce qui requiert des effectifs suffisants et compétents en matière de protection ;

d) *Se félicite* des adhésions de l'Ukraine et du Timor oriental à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967 qui portent à 145 le nombre d'Etats parties à l'un de ces instruments ou aux deux, et, étant donné le caractère universel du

¹¹ Paragraphe 20 du Statut du HCR.

¹² A/AC.96/980, paragraphes 53 à 61

¹³ A/AC.96/975

problème des réfugiés, *prie instamment* les Etats non encore parties d'envisager d'adhérer à ces instruments, et *souligne* l'importance de leur pleine application par les Etats ;

e) *Comprend* que la mise au point d'orientations réalistes en matière de politiques de protection repose sur les fondements indispensables que constituent la Convention de 1951, son Protocole de 1967, ainsi que les initiatives additionnelles telles que l'Agenda pour la protection et des accords éventuels dans le cadre « Convention Plus » ;

f) *Reconnaît* l'importance pour les Etats de promouvoir une approche tenant compte de l'âge et du genre dans l'application des instruments internationaux relatifs aux réfugiés et, pour le HCR, de tenir compte de l'âge et du genre dans ces processus décisionnel et opérationnel moyennant une meilleure intégration de ces critères ;

g) *Reconnaît* que les pays d'asile assument souvent un lourd fardeau, en particulier les pays en développement, les pays en transition et les pays disposant de ressources limitées qui accueillent un grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile, particulièrement ceux qui accueillent des réfugiés pendant de longues périodes ; *réitère*, à cet égard, son engagement sans réserve à la solidarité internationale, au partage de la charge et des responsabilités ; et *réaffirme* le rôle catalytique du HCR dans l'assistance et l'appui aux pays d'accueil de réfugiés, particulièrement les pays en développement, et dans la mobilisation d'une assistance de la communauté internationale pour gérer l'incidence de populations importantes de réfugiés ;

h) *Souligne* la pertinence du renforcement des capacités de protection dans les pays hôtes ainsi que des initiatives renforçant la capacité des communautés réfugiées à subvenir à leurs besoins, le cas échéant, moyennant l'appui adéquat de la communauté internationale aux pays hôtes et aux réfugiés qui y vivent ;

i) *Réitère* l'importance cruciale de mettre en œuvre des solutions durables pour les réfugiés et *exhorte* les Etats et le HCR à poursuivre leurs efforts à cet égard pour promouvoir et faciliter le rapatriement librement consenti, dans des conditions de sûreté et de dignité, en tant que solution privilégiée, outre une action proactive en matière d'intégration sur place et des possibilités de réinstallation lorsque cela est approprié et réalisable ;

j) *Prend acte* de la volonté du HCR, avec l'appui et l'assistance de la communauté internationale, de participer aux efforts régionaux, lorsqu'il convient, afin de fournir une protection et de mettre en œuvre des solutions durables pour les réfugiés en travaillant en étroite coopération avec les pays de la région et d'autres partenaires ;

k) *Reconnaît* les liens complexes entre les questions de réfugiés et les droits de l'homme et *rappelle* que l'expérience en tant que réfugié, à tous les stades, est affectée par le degré de respect par les Etats des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

l) *Note* la nature complémentaire du droit international des réfugiés et des droits de l'homme ainsi que le rôle possible des mécanismes des Nations Unies pour les droits de l'homme dans ce domaine, *encourage*, par conséquent, les Etats, selon qu'il convient, à traiter la situation des personnes déplacées de force dans leurs rapports aux organes de supervision des

traités des Nations Unies, et *suggère que* ces organes pourraient souhaiter réfléchir à leur tour, dans le cadre de leur mandat, aux aspects du déplacement forcé relatifs aux droits de l'homme ;

Agenda pour la protection

m) *Encourage* le HCR et les Etats à examiner conjointement les moyens d'approfondir la discussion ciblée sur les questions et les problèmes de protection essentiellement dans le cadre du Comité permanent, ainsi que dans les instances régionales compétentes, le cas échéant ;

n) *Rappelle* sa conclusion No. 92 (LIII) souscrivant à l'Agenda pour la protection, en tant que déclaration de buts et objectifs et important inventaire des mesures recommandées pour renforcer le régime international de protection des réfugiés, guidant l'action de l'Etat et du HCR, de concert avec les autres institutions des Nations Unies, organisations intergouvernementales et non gouvernementales ; et *se félicite*, dans ce contexte, des actualisations¹⁴ fournies par le HCR et certains Etats sur la mise en œuvre de l'Agenda pour la protection et des mesures de suivi prises par le HCR à ce jour ;

o) *Note* que l'Agenda pour la protection est une entreprise conjointe et, dans ce contexte, *encourage* les Etats, d'autres organisations, si besoin est, et les ONG à fournir une information opportune sur leurs propres activités de suivi pour permettre au HCR de répondre favorablement à la requête qui lui est faite par le Comité exécutif de le tenir informé, par le biais de son Comité permanent, des progrès accomplis et des initiatives prises pour mettre en œuvre l'Agenda pour la protection ;

p) *Se félicite* de l'Initiative « Convention Plus » du Haut Commissaire et *encourage* le Haut Commissaire et les Etats qui ont proposé de faciliter les accords « Convention Plus » à renforcer le régime international de protection moyennant la mise au point d'approches globales pour résoudre les situations de réfugiés, y compris l'amélioration du partage de la charge et des responsabilités et la mise en œuvre de solutions durables ; et *invite* le HCR à faire régulièrement rapport au Comité exécutif sur les développements dans le cadre « Convention Plus » ;

q) *Se félicite* du rapport du Groupe de travail sur la réinstallation¹⁵, particulièrement ses observations importantes sur les moyens de renforcer et d'utiliser de façon plus stratégique cette solution durable, y compris dans le cadre de dispositions globales en matière de solutions durables ; et *réaffirme* le rôle crucial de la réinstallation internationale dans la fourniture méthodique de solutions durables adéquates ;

r) *Envisage avec intérêt* l'examen par le HCR des situations de réfugiés prolongées qui permettra aux Etats et au HCR d'identifier et d'analyser plus avant les situations qui pourraient bénéficier d'un plan d'action global ;¹⁶

¹⁴ EC/53/SC/CRP.10

¹⁵ EC/53/SC/CRP.10/Add.1

¹⁶ Agenda pour la protection, but 5, objectif 1, action 1

Apatridie

s) *Reconnaît* l'importance de systèmes efficaces et précoces d'enregistrement et de recensement en tant qu'instruments de protection et moyens de quantifier et d'évaluer les besoins aux fins de fourniture et distribution de l'assistance humanitaire ainsi que pour la mise en œuvre de solutions durables appropriées ;

t) *Rappelle* sa conclusion No. 78 (XLVI) sur la prévention et la réduction des cas d'apatridie et la protection des apatrides, et *note* la dimension mondiale du problème de l'apatridie ;

u) *Prend acte* de l'étude sur l'apatridie conduite aux termes de l'Agenda pour la protection, et *envisage* avec intérêt de passer en revue les recommandations émanant de cette étude qui seront mises à la disposition des Etats dans l'espoir de voir que des mesures de suivi visant à réduire l'apatridie et à protéger les apatrides seront prises ;

v) *Encourage* les Etats à coopérer avec le HCR concernant les méthodes visant à résoudre les cas d'apatridie, et à envisager la possibilité de fournir des places de réinstallation aux apatrides lorsque leur situation ne trouve pas de solution dans leur pays hôte actuel ou dans un autre pays de résidence habituelle et reste précaire ;

w) *Encourage* les efforts du HCR pour promouvoir toutes les activités des Etats réduisant ou réglant les cas d'apatridie et promouvoir de nouvelles adhésions à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie en tant qu'instruments efficaces de prévention de l'apatridie, qui peuvent se traduire par la réduction des flux de réfugiés et la mise en œuvre de solutions durables, et *réitère* son appel aux Etats afin qu'ils envisagent d'adhérer à ces instruments, lorsqu'il convient ;

x) *Encourage* le HCR à fournir au Comité permanent un descriptif des problèmes relatifs à la nationalité ayant une incidence sur les femmes et les enfants, dans la mesure où ils les exposent davantage à l'apatridie, particulièrement les problèmes rencontrés concernant l'enregistrement des naissances, des mariages et le statut en matière de nationalité ;

y) *Demande* au HCR de continuer à fournir des services techniques et consultatifs concernant l'apatridie à tous les Etats et partenaires intéressés.

C. Conclusion sur le retour de personnes
dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale

21. *Le Comité exécutif,*

Notant avec reconnaissance la discussion opportune et utile sur le retour de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale dans le contexte des

Consultations mondiales sur la protection internationale¹⁷ motivant le but 2, objectif 7, de l'Agenda pour la protection¹⁸,

Gardant à l'esprit que le retour efficace et rapide des personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale est indispensable au système de la protection internationale dans son ensemble, au contrôle des migrations irrégulières et à la prévention de la traite et du trafic illicite de ces personnes,

Préoccupé par les difficultés qu'ont rencontrées de nombreux pays d'asile dans différentes régions du monde pour procéder au renvoi de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale, qui ont porté atteinte à l'intégrité des différents systèmes d'asile,

Rappelant l'obligation des Etats d'accepter le retour de leurs propres nationaux ainsi que leur droit, en vertu du droit international, d'expulser les étrangers, tout en respectant les dispositions du droit international des réfugiés et des droits de l'homme,

Rappelant également que le Protocole des Nations Unies contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer de 2000¹⁹ prévoit l'obligation pour les Etats parties de faciliter et d'accepter sans retard indu ou déraisonnable le retour d'une personne introduite clandestinement, qui est un de leurs nationaux ou qui a un droit de séjour permanent sur leur territoire au moment du retour,

Observant qu'aux fins de cette conclusion, le terme « personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale » signifie des personnes qui ont cherché une protection internationale et dont on estime, après l'étude en bonne et due forme de leurs demandes dans le cadre de procédures justes, qu'elles ne méritent pas le statut de réfugié sur la base des critères établis dans la Convention de 1951, et qu'elles n'ont pas non plus besoin de protection internationale conformément aux autres obligations internationales ou à la législation nationale²⁰,

a) *Réaffirme* le droit de chacun à quitter un pays, y compris le sien, et à retourner dans son propre pays ainsi que l'obligation des Etats de réadmettre leurs propres nationaux, ou à tout le moins de faciliter ce processus, et *reste gravement préoccupé*, dans le cadre du renvoi de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale, par le fait que certains pays continuent de restreindre le retour de leurs propres nationaux, de façon arbitraire ou en vertu de lois et de pratiques qui interdisent de façon effective un retour rapide ;

b) *Souligne* que la crédibilité des différents systèmes d'asile est sérieusement touchée par l'absence de retour rapide de ceux dont on estime qu'ils n'ont pas besoin de protection internationale ;

¹⁷ EC/GC/01/15/Rev.1

¹⁸ A/AC.96/965/Add.1

¹⁹ Article 18 1)

²⁰ EC/46/SC/CRP.36, 1996

c) *Réitère* que le retour de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale doit s'effectuer de façon humaine et dans le strict respect de la dignité et que la force, si elle est nécessaire, doit être adaptée et appliquée d'une façon qui soit conforme aux droits de l'homme ; et *souligne* que dans toutes les interventions concernant les enfants, l'intérêt supérieur de l'enfant constitue un critère primordial ;

d) *Reconnaît* l'importance de ce que les personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale se montrent coopératives dans l'application des dispositions prises pour le retour ;

e) *Prie* les Etats de coopérer au retour organisé et rapide de ceux dont on estime qu'ils n'ont pas besoin de protection internationale vers leurs pays d'origine, d'autres pays dont ils sont nationaux ou vers tout autre pays ayant l'obligation de les réadmettre, notamment en :

- i) Coopérant activement, y compris par le biais de leurs missions diplomatiques et consulaires, à l'établissement de l'identité des personnes censées avoir un droit au retour ainsi qu'à la détermination de leur nationalité lorsque la personne concernée ne peut apporter la preuve de sa nationalité sous la forme de documents de voyage authentiques ou d'autres documents d'identité valables ;
- ii) Trouvant des solutions pratiques pour l'établissement de documents adéquats aux personnes qui ne sont pas ou plus titulaires d'un document de voyage authentique ;

f) *Prie instamment* les Etats parties à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 de faciliter le retour de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale en aménageant le transit de ces personnes, compte tenu, le cas échéant, d'accords relatifs à la reconnaissance mutuelle des décisions en matière d'asile ;

g) *Rappelle* que l'annexe 9 de la Convention sur l'aviation civile internationale de 1944 demande aux Etats, lorsqu'ils sont invités à fournir des documents de voyage pour faciliter le retour de l'un de leurs nationaux, de répondre dans un délai raisonnable de 30 jours après le dépôt d'une telle requête, soit moyennant la délivrance d'un document de voyage, soit en informant le pays requérant que la personne concernée n'est pas l'un de leurs nationaux ;

h) *Se réfère* à sa conclusion No. 78 (XLVI) sur la prévention et la réduction des cas d'apatridie et la protection des apatrides et *exhorte* les Etats à prendre des mesures pour éviter les cas d'apatridie ainsi que pour adopter des mesures permettant l'octroi d'un statut juridique aux apatrides ;

i) *Se félicite* de l'expérience acquise par l'OIM dans l'assistance au retour volontaire de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale et, *note* les liens de coopération entre le HCR et l'OIM dans ce domaine ;

j) *Recommande*, selon la situation, au HCR de compléter les efforts des Etats au niveau du retour de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale, en :

- i) Encourageant auprès des Etats l'adoption de principes insistant sur leur responsabilité de réadmettre leurs nationaux et de principes sur la réduction des cas d'apatridie ;
- ii) Prenant clairement position sur le caractère acceptable du retour des personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale ;
- iii) Poursuivant son dialogue avec les Etats pour passer en revue leur législation sur la citoyenneté, particulièrement si elle permet de renoncer à la nationalité sans avoir vérifié simultanément que la personne en question ait acquis une autre nationalité et si elle peut être invoquée pour interdire ou retarder le retour d'une personne vers le pays dont elle est nationale ;

k) *Prend note* du fait que le HCR est prêt, sur la base des bons offices, à appuyer les Etats dans leurs tentatives pour renvoyer les personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale, en particulier lorsqu'elles sont confrontées à des obstacles au retour et pourvu que la participation de l'Office ne s'écarte pas de son mandat humanitaire consistant à fournir une protection internationale aux réfugiés ;

l) *Souligne* l'importance d'assurer la viabilité des retours et d'éviter de nouveaux déplacements dans les pays émergeant d'un conflit et *note* que l'échelonnement des retours de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale peut y contribuer ; et *reconnaît* parallèlement que le retour doit s'effectuer promptement dès lors qu'une personne dont on estime qu'elle n'a pas besoin de protection internationale a pris cette décision en toute connaissance de cause ;

m) *Note* la pertinence des données gouvernementales sur le retour de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale dans l'analyse du taux et de l'organisation de ces retours.

D. Conclusion sur les garanties de protection dans les mesures d'interception

22. *Le Comité exécutif,*

Prenant acte du débat sur les mesures d'interception au sein du Comité permanent²¹ ainsi que dans le contexte des Consultations mondiales sur la protection internationale²²,

²¹ EC/50/SC/CRP.17, 9 juin 2000

²² EC/GC/01/13, 31 mai 2001, Ateliers régionaux à Ottawa au Canada et à Macao

Préoccupé par les nombreuses caractéristiques complexes de la situation évolutive dans laquelle la protection des réfugiés doit être fournie, y compris la persistance des conflits armés, la complexité des formes actuelles de persécution, les défis actuels en matière de sécurité, les flux mixtes de population, le coût élevé que peut représenter l'accueil d'un grand nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés et le maintien des différents systèmes d'asile, l'augmentation de la traite et du trafic illicite de personnes, les problèmes que posent la défense des systèmes d'asile contre des abus et l'exclusion de ceux qui n'ont pas droit à la protection des réfugiés ainsi que l'absence de solutions aux situations de réfugiés prolongées,

Reconnaissant que les Etats ont un intérêt légitime à exercer un contrôle sur les migrations irrégulières et à assurer la sûreté et la sécurité des transports aériens et maritimes, et le droit de le faire par le biais de différentes mesures,

Rappelant le cadre juridique émergent²³ pour lutter contre le trafic criminel et organisé et la traite de personnes, en particulier le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer qui notamment envisage l'interception de navires jouissant de la liberté de navigation conformément au droit international, sur la base de consultations entre l'Etat du pavillon et l'Etat procédant à l'interception conformément au droit maritime international, à la condition qu'il y ait des raisons valables de penser que ce navire abrite un trafic de migrants par mer,

Notant les clauses dérogatoires contenues dans chacun des protocoles²⁴ ainsi que la référence à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, son Protocole de 1967 et le principe du non-refoulement,

Rappelant également le devoir des Etats et des commandants de bord d'assurer la sécurité de la vie en mer et de venir en aide aux personnes en détresse ou risquant de périr en mer, comme le prévoient de nombreux instruments du système codifié du droit maritime international²⁵, *rappelant* également les conclusions du Comité exécutif pertinentes dans le contexte des besoins spécifiques des demandeurs d'asile en détresse en mer²⁶, et *affirmant* que les réponses des navires à des appels de détresse en mer ne constituent pas des interceptions,

Reconnaissant également que les Etats ont des obligations internationales touchant à la sécurité des transports civils aériens et que les personnes dont l'identité est inconnue représentent

²³ La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, 2000, et ses protocoles supplémentaires contre le trafic illicite de migrants par air, terre et mer et visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants

²⁴ Article 19 du Protocole contre le trafic illicite de migrants par air, terre et mer et article 14 du Protocole visant à prévenir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants

²⁵ Y compris, entre autres, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention internationale pour la sécurité de la vie en mer de 1974, telle qu'amendée, et la Convention internationale sur la recherche et le sauvetage en mer de 1979, telle qu'amendée.

²⁶ En particulier No. 15 (XXX), No. 20 (XXXI), No. 23 (XXXII), No. 26 (XXXIII), No. 31 (XXXIV), No. 34 (XXXV) et No. 38 (XXXVI)

une menace potentielle à la sécurité du transport aérien, comme l'indiquent de nombreux instruments du système codifié du droit international de l'aviation,²⁷

Comprenant aux fins de cette conclusion, sans préjudice du droit international, particulièrement le droit international des droits de l'homme et des réfugiés, en vue d'offrir des garanties de protection aux personnes interceptées, que l'interception constitue l'une des mesures employées par les Etats pour :

- i) interdire l'embarquement de personnes pour un voyage international,
- ii) interrompre le trajet international de personnes ayant déjà commencé leur voyage, ou
- iii) arraisonner les navires lorsqu'il y a des raisons sérieuses de penser qu'ils transportent des personnes en violation des règles du droit maritime national ou international,

lorsque dans les cas ci-dessus les personnes sont dépourvues des documents nécessaires ou n'ont pas obtenu l'autorisation valable d'entrer sur le territoire, et lorsque ces mesures servent également à protéger la vie et la sécurité des voyageurs et des personnes introduites ou transportées de façon clandestine,

a) *Recommande* que les mesures d'interception soient guidées par les considérations suivantes afin d'assurer le traitement adéquat des demandeurs d'asile et des réfugiés parmi les personnes interceptées ;

- i) La responsabilité primordiale de la satisfaction des besoins de protection des personnes interceptées incombe à l'Etat dont le territoire souverain ou les eaux territoriales constituent le théâtre de l'interception ;
- ii) Toutes les personnes interceptées devraient être traitées, en tout temps, de façon humaine et dans le respect de leurs droits humains. Conformément à leurs obligations en vertu du droit international, les autorités de l'Etat et les personnes agissant au nom de l'Etat procédant à l'interception devraient prendre toutes les mesures appropriées dans le contexte de l'application des mesures d'interception pour sauvegarder et protéger le droit à la vie et le droit de ne pas être victime de torture ou de tout autre traitement ou châtement cruel, inhumain ou dégradant des personnes interceptées ;
- iii) Les mesures d'interception devraient tenir compte de la différence fondamentale, en vertu du droit international, entre ceux qui recherchent et requièrent une protection internationale et ceux qui peuvent se prévaloir de la protection du pays dont ils sont nationaux ou d'un autre pays ;

²⁷ Y compris, entre autres, le Protocole pour la suppression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile, la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs et la Convention sur les délits et certains autres actes commis à bord d'aéronefs.

- iv) Les mesures d'interception ne devraient pas entraîner l'impossibilité pour les réfugiés et les demandeurs d'asile d'avoir accès à la protection internationale ou aboutir au renvoi direct ou indirect de ceux qui ont besoin d'une protection internationale vers les frontières de territoires, soit où leur vie ou leur liberté pourrait être menacée, pour l'une des raisons invoquées dans la Convention, soit où ils ont d'autres motifs de revendiquer une protection en vertu du droit international. Les personnes interceptées dont on estime qu'elles ont besoin de protection internationale devraient avoir accès aux solutions durables ;
 - v) Les besoins spécifiques des femmes et des enfants ainsi que d'autres personnes vulnérables devraient être couverts en priorité ;
 - vi) Les demandeurs d'asile et les réfugiés interceptés ne devraient pas pouvoir être traduits en justice en vertu du Protocole contre le trafic illicite du fait d'avoir été l'objet d'une conduite consignée dans l'article 6 du Protocole et toute personne interceptée ne devrait pas encourir de sanction pour entrée ou présence illégale sur le territoire d'un Etat dans les cas où les termes de l'article 31 de la Convention de 1951 sont respectés ;
 - vii) Les personnes interceptées dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale, ou qui ne la réclament pas, devraient être renvoyées rapidement dans leurs pays d'origine respectifs ou tout autre pays où elles ont établi leur résidence habituelle ou dont elles ont la nationalité et les Etats sont encouragés à coopérer afin de faciliter ce processus²⁸ ;
 - viii) Toutes les personnes, y compris les fonctionnaires d'un Etat, et les employés d'une société commerciale, procédant à l'interception devraient recevoir une formation spécialisée, y compris les moyens de diriger les personnes interceptées exprimant un besoin de protection internationale vers les autorités compétentes de l'Etat où l'interception a eu lieu ou, le cas échéant, vers le HCR ;
- b) *Encourage* les Etats à produire et à communiquer une information plus détaillée sur l'interception, y compris le nombre, la nationalité, le sexe et le nombre de mineurs interceptés ainsi qu'une information sur les pratiques des Etats en tenant dûment compte des préoccupations en matière de sécurité et de protection des données faisant l'objet de législations nationales et d'obligations internationales de ces Etats ;
- c) *Encourage* les Etats à examiner plus avant les mesures d'interception, y compris leur impact sur les autres pays afin de veiller à ce qu'elles n'interfèrent pas avec les obligations en vertu du droit international.

²⁸ Voir la conclusion sur le retour de personnes dont on estime qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale. (A/AC.96/987, par. 21).

E. Conclusion sur la protection contre l'exploitation et les sévices sexuels

23. *Le Comité exécutif,*

Réaffirmant ses conclusions No. 39 (XXXVI), No. 47 (XXXVIII), No. 54 (XXXIX), No. 60 (XL), No. 64 (XLI), No. 68 (XLIII), No. 73 (XLIV), No. 74 (XLVI), No. 79 (XLVIII), No. 84 (XLVIII), No. 85 (XLIX), No. 87 (L), No. 91 (LII) et No. 94 (LIII) et, en particulier, la nécessité de lutter contre la violence sexuelle et liée à l'appartenance sexuelle dans les situations de réfugiés, et *rappelant* également dans ce contexte les buts et objectifs pertinents de l'Agenda pour la protection,

Rappelant les efforts de la communauté internationale pour renforcer le cadre juridique international afin de lutter contre l'exploitation et les sévices sexuels,

Rappelant également le rapport du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies sur l'enquête sur les cas d'exploitation sexuelle de réfugiés par des agents humanitaires en Afrique de l'Ouest²⁹ ainsi que la résolution A/RES/57/306,

Prenant note des rapports inquiétants de ces dernières années selon lesquels des réfugiés et des demandeurs d'asile – en particulier des femmes et des enfants - ont été victimes d'exploitation et de sévices sexuels au cours de la fuite ou dès leur arrivée dans le pays d'asile, et *profondément préoccupé* par les retombées néfastes de cette situation sur leur accès à la protection et à l'assistance, y compris aux soins de santé, à l'éducation, à l'établissement de papiers d'identité ou à l'octroi d'un statut de réfugié,

Reconnaissant que l'exploitation et les sévices sexuels sont une conséquence d'un rapport de forces inégal ; une dynamique souvent exacerbée au cours des crises humanitaires caractérisées par la violence généralisée, le déplacement massif et l'effondrement des structures familiales, des régimes sociaux et des systèmes de valeur ; et *notant* avec inquiétude l'implication d'agents humanitaires, de fonctionnaires et d'autres personnes travaillant aux côtés des populations réfugiées,

Reconnaissant qu'une protection inadéquate ou une assistance inappropriée, particulièrement la quantité et la qualité de vivres et d'autres secours matériels, accroît la vulnérabilité des réfugiés et des demandeurs d'asile face à l'exploitation et aux sévices sexuels,

Reconnaissant l'importance de mécanismes efficaces visant à prévenir et résoudre les cas d'exploitation et de sévices sexuels à toutes les étapes de l'expérience en tant que réfugié,

Reconnaissant que l'intérêt supérieur de l'enfant constituera une préoccupation primordiale dans la conception et l'application de toutes les mesures de prévention et de réponse, pour veiller à la protection des enfants de toutes les formes de sévices, de négligences, d'exploitation et de violence, y compris l'exploitation et les sévices sexuels,

²⁹ A/57/465

Se félicitant du rapport de juin 2002 publié par le Groupe de travail sur la protection contre l'exploitation et les sévices sexuels dans les crises humanitaires et de son Plan d'action visant à s'attaquer au problème de l'exploitation et des sévices sexuels,

Rappelant les politiques et principes directeurs antérieurs du HCR sur la violence contre les réfugiés, y compris la politique de 1989 et les Lignes directrices de 1991 sur la protection des femmes réfugiées, la Politique de 1993 sur les enfants réfugiés et les Principes directeurs de 1994 concernant la protection et l'assistance des enfants réfugiés, les Principes directeurs de 1995 sur la prévention et la réponse en matière de violence sexuelle à l'encontre des réfugiés, tels qu'amendés en 2003, et les Cinq engagements pris en 2001 par le Haut Commissaire concernant les femmes réfugiées,

Notant la publication de la nouvelle édition des Principes directeurs du HCR de mai 2003 sur la violence sexuelle et sexiste dans les situations de réfugiés, de rapatriés et de personnes déplacées, ainsi que les Principes directeurs sur la protection internationale et sur la persécution liée à l'appartenance sexuelle, de mai 2002, et *notant* les efforts fournis par le HCR pour traiter le problème de la violence sexuelle et liée à l'appartenance sexuelle sur le terrain ainsi que les différentes initiatives de formation lancées à ce jour pour offrir au personnel les compétences pratiques nécessaires à la satisfaction des besoins de protection des victimes d'exploitation et de sévices sexuels,

Se félicitant des efforts déployés par le HCR pour s'attaquer au problème moyennant la promulgation et l'application d'un code de conduite à l'intention du personnel du HCR, conformément au plan d'action du Groupe de travail du Comité permanent interinstitutions sur la protection contre l'exploitation et les sévices sexuels dans les crises humanitaires, et l'amendement des accords subsidiaires de mise en œuvre du programme comprenant l'exigence pour les partenaires d'exécution de se doter de codes de conduite similaires et de les appliquer sans réserve,

a) *Prie* les Etats, le HCR et ses partenaires opérationnels et d'exécution d'assurer l'établissement de systèmes appropriés de prévention et de réponse à la violence sexuelle et liée à l'appartenance sexuelle, y compris l'exploitation et les sévices sexuels, en veillant à ce que les besoins des femmes et des enfants ainsi que ceux des personnes vulnérables soient couverts en toutes circonstances ; et *recommande* que les mesures visant à lutter contre l'exploitation et les sévices sexuels des réfugiés et des demandeurs d'asile soient prises dans un souci de :

- i) Garantir une référence explicite dans les codes de conduite et les autres politiques pertinentes aux responsabilités du personnel compétent dans la prévention et la réponse adéquates à la violence sexuelle et liée à l'appartenance sexuelle, y compris l'exploitation et les sévices sexuels ;
- ii) Garantir une enquête rapide sur les allégations d'exploitation et de sévices sexuels ;
- iii) S'assurer que les mesures prises en faveur des réfugiés et des demandeurs d'asile, y compris les femmes, les enfants et les personnes vulnérables, renforcent leur participation active aux processus décisionnels, qu'ils

reçoivent une information suffisante pour se faire leur propre opinion, qu'ils disposent des voies de communication adéquates pour faire connaître leurs préoccupations aux institutions humanitaires et qu'ils reçoivent une information complète concernant leurs droits, tant en matière de protection des réfugiés qu'en matière d'assistance disponible ;

- iv) Assurer que les recensements, évaluations et rapports relatifs aux besoins identifient les risques d'exploitation et de sévices sexuels et jettent les bases d'une amélioration de la planification des programmes afin de minimiser les dangers et possibilités d'exploitation et de sévices sexuels et que les processus de protection et d'assistance, compte tenu de la quantité et de la qualité de l'assistance et des méthodes de distribution, y compris la supervision, soient conçus et mis en œuvre de sorte à réduire les risques d'exploitation et de sévices sexuels ;
- v) Veiller à ce que la gestion des camps s'effectue de façon équitable pour permettre aux femmes, aux enfants et aux groupes vulnérables de prendre en main leur destinée et à ce que l'aménagement du camp expose moins ses occupants aux risques d'exploitation et de sévices sexuels ;
- vi) Garantir l'accès facile et le caractère confidentiel des mécanismes de poursuite et de réparation pour les victimes d'exploitation et de sévices sexuels sanctionnant de façon appropriée les auteurs de ces actes et veiller à ce que ces mécanismes respectent les garanties prévues par la loi pour les inculpés ainsi que le respect de la sécurité et des droits de la victime ou des témoins ;
- vii) Assurer l'existence de mesures adéquates de recours afin de prendre en charge comme il convient les victimes d'exploitation et de sévices sexuels ;
- viii) Organiser une formation et développer les capacités en matière de prévention et de traitement de l'exploitation et des sévices sexuels ;

b) *Demande* au HCR de poursuivre ses activités actuelles dans ce domaine en s'attachant tout particulièrement à :

- i) Garantir le strict respect des politiques, codes de conduite, principes directeurs sur la violence sexuelle et liée à l'appartenance sexuelle dans les situations de réfugiés, de rapatriés et de personnes déplacées ainsi que les principes directeurs du HCR sur la persécution liée au genre ;
- ii) Appliquer les recommandations pertinentes des évaluations des activités du HCR dans le domaine des femmes réfugiées, des enfants réfugiés et des services communautaires ;

- iii) Assurer un niveau adéquat de suivi et de supervision des programmes aux fins de prévention et de protection contre l'exploitation et les sévices sexuels, y compris moyennant une présence physique et un appui au personnel de terrain pour mettre en œuvre des programmes d'action concrets
 - iv) Elaborer des mécanismes visant à garantir l'obligation redditionnelle, y compris au niveau de l'encadrement, dans la mise en œuvre de toutes les activités de protection et d'assistance destinées à prévenir la violence sexuelle et liée à l'appartenance sexuelle ;
 - v) Promouvoir la parité à tous les niveaux du personnel du HCR, tant au Siège que sur le terrain, ainsi qu'au niveau des experts, tout en accordant l'importance due aux critères de choix sur la base du mérite ;
- c) *Exhorte* tous les Etats, conformément aux dispositions applicables du droit international des réfugiés, des droits de l'homme et du droit international humanitaire,
- i) A protéger les réfugiés et les demandeurs d'asile, particulièrement les enfants, de toutes les formes de sévices, d'abandon, d'exploitation et de violence ;
 - ii) A coopérer à l'élimination de toutes les formes de discrimination, d'exploitation et de violence sexuelle contre les femmes réfugiés et requérantes d'asile, et à promouvoir leur participation active aux décisions touchant à leur vie et à leur communauté ;
- d) *Prie instamment* les Etats de respecter et de garantir le droit de toute personne, sur leur territoire et relevant de leur juridiction, à la sécurité de la personne, notamment en renforçant la législation nationale pertinente conformément au droit international et en adoptant des mesures concrètes pour lutter contre l'exploitation et les sévices sexuels ainsi que pour les prévenir, notamment :
- i) En élaborant et appliquant des programmes de formation, des principes directeurs et d'autres mesures pratiques visant à promouvoir le respect, par tous les fonctionnaires gouvernementaux ainsi que les personnes agissant au nom de l'Etat aux côtés des populations réfugiées, du droit de chacun à la sécurité de la personne, et visant à promouvoir la protection contre l'exploitation et les sévices sexuels ;
 - ii) En prenant les mesures de suivi qui conviennent dans la réponse aux allégations de violence et d'exploitation sexuelle, y compris, si nécessaire, moyennant des mesures correctrices telles que la facilitation du dépôt de plainte pour exploitation et sévices sexuels, la poursuite des auteurs de ces actes et des sanctions disciplinaires opportunes et proportionnelles dans les cas d'abus de pouvoir ou de faute lourde entraînant l'exploitation sexuelle ;

- iii) En établissant, si nécessaire, des mécanismes de poursuite et de réparation présentant une facilité d'accès et ne compromettant pas la sécurité des victimes ou d'autres personnes citées en qualité de témoins, eu égard aux critères de confidentialité ; ces mécanismes de poursuite doivent, si possible, offrir aux victimes et aux témoins des possibilités d'accès aux services d'appui dotés de personnel ayant la formation requise, y compris un personnel féminin dans le domaine de l'orientation sociale ;
- e) *Encourage* les Etats à s'assurer que toutes les institutions humanitaires financées par eux et travaillant auprès des réfugiés intègrent et préconisent une politique générale conforme aux principes fondamentaux du Plan d'action du Groupe de travail du Comité permanent interinstitutions sur la protection contre l'exploitation et les sévices sexuels dans les crises humanitaires ;
- f) *Prie* le HCR de renforcer sa capacité intérieure en matière d'enquêtes au sein du Bureau de l'Inspecteur général afin d'assurer une réponse rapide et efficace visant à vérifier la véracité de toute allégation d'exploitation ou de sévices sexuels de la part d'agents du HCR ou de ses partenaires d'exécution ;
- g) *Invite* la communauté internationale, en coopération avec le HCR et d'autres organisations internationales, à mobiliser les ressources nécessaires pour garantir la fourniture d'une protection et d'une assistance matérielle à l'appui des pays hôtes, sur la base de la solidarité, de la coopération, du partage de la charge et des responsabilités, dans la mesure où une protection inadéquate ou une assistance inadéquate, inappropriée ou non contrôlée accroît la vulnérabilité des réfugiés et des demandeurs d'asile à l'exploitation et aux sévices sexuels ;
- h) *Demande* au HCR de poursuivre sa coopération avec d'autres acteurs pour assurer la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile contre l'exploitation et les sévices sexuels, y compris moyennant la participation au Groupe de travail du Comité permanent interinstitutions sur la protection contre l'exploitation et les sévices sexuels dans les crises humanitaires ainsi qu'à d'autres mécanismes de coordination ;
- i) *Prie* le HCR de continuer à présenter régulièrement des rapports sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mesures visant à lutter contre l'exploitation et les sévices sexuels.

F. Décision sur les questions relatives
à l'administration, aux finances et au programme

24. *Le Comité exécutif,*

- a) *Confirme* que les activités proposées au titre du Budget-programme annuel pour 2004, telles qu'elles figurent dans le document A/AC.96/979, ont été estimées, après examen, conformes au statut de l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 428 (V) de l'Assemblée générale), aux fonctions de "bons offices" du Haut Commissaire telles qu'elles ont été reconnues, encouragées ou sollicitées par l'Assemblée

générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général ainsi qu'aux dispositions pertinentes du *Règlement de gestion par le Haut Commissaire pour les réfugiés des fonds constitués au moyen de contributions volontaires* ;

b) *Approuve* les programmes et budgets pour les programmes régionaux, les programmes globaux et le Siège au titre du Budget-programme annuel pour 2004, soit 922 935 200 dollars E.-U., y compris une Réserve des opérations de 60 902 400 dollars E.-U. (soit 7,5 pour cent des activités programmées), ainsi qu'un montant de 50 millions de dollars E.-U. fixé à titre expérimental pour une année aux fins explicitées aux paragraphes 28 à 31 du document A/AC.96/979 (voir tableau I.3) ; *décide* d'entreprendre au cours de 2004 une étude approfondie de la question des contributions additionnelles à ces activités et *demande* que le Comité permanent soit tenu régulièrement informé de ces contributions et de leur utilisation ; *prend note* de la contribution du Budget ordinaire des Nations Unies de 24 954 900 dollars E.-U. et des crédits pour les administrateurs auxiliaires (7 millions de dollars E.-U.), ce qui porte le total des besoins pour 2004 à 954 890 100 dollars E.-U., et *autorise* le Haut Commissaire, dans le cadre de la dotation totale, à procéder à des ajustements entre les budgets des programmes régionaux et des programmes globaux et les budgets du Siège ;

c) *Demande* au HCR de garder à l'étude ses dépenses administratives en vue de les réduire au regard des dépenses totales ;

d) *Approuve* le Budget-programme annuel révisé pour l'an 2003, soit 809 081 600 dollars qui, outre la contribution du Budget ordinaire des Nations Unies de 20 354 400 dollars E.-U. et les crédits pour les administrateurs auxiliaires de 7 millions de dollars E.-U. ainsi que les besoins au titre des programmes supplémentaires en 2003 de 313 225 500 dollars E.-U., porte le total des besoins pour 2003 à 1 149 661 500 dollars E.-U. (voir tableau I.3) ;

e) *Prend acte* du *Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés : comptes pour l'année terminée le 31 décembre 2001* (A/AC.96/978), des *Mesures prises ou proposées en réponse aux recommandations du Rapport du Comité des commissaires aux comptes* (A/AC.96/978/Add.1) ; du *Rapport du CCQAB sur le Budget-programme annuel pour 2003* (A/AC.96/979/Add.1), ainsi que du rapport du Haut Commissaire sur les activités de contrôle (A/AC.96/976) et *demande* à être tenu régulièrement informé des mesures prises pour donner suite aux recommandations et aux observations formulées dans ces divers documents de contrôle ;

f) *Demande* au Haut Commissaire, dans le cadre des ressources disponibles, de répondre avec flexibilité et efficacité aux besoins recensés dans le Budget-programme annuel pour 2004 ; et *l'autorise*, au cas où de nouveaux besoins d'urgence ne pourraient être intégralement couverts par prélèvements sur la Réserve des opérations, à lancer des appels spéciaux et à mettre au point des programmes supplémentaires ;

g) *Note et approuve* la pratique consistant à transférer 7 % des contributions aux budgets-programmes supplémentaires afin de couvrir les dépenses d'appui engagées dans ce

cadre ; *note* en outre que dans la préparation des appels au titre des Programmes supplémentaires, ces dépenses d'appui seront indiquées dans le budget proposé, qu'elles seront reflétées dans la comptabilité du HCR et intégrées dans les actualisations régulières sur le programme et le financement présentées au Comité permanent ;

h) *Se félicite* de la décision du Haut Commissaire de demander le coparrainage de l'ONUSIDA, afin de promouvoir la politique du HCR concernant les réfugiés et le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et son plan actuel VIH/SIDA des pays hôtes ; et *décide* de passer régulièrement en revue ces questions dans le cadre des travaux du Comité permanent ;

i) *Reconnaît* avec gratitude le fardeau que continuent d'assumer les pays en développement et les moins développés accueillant des réfugiés et *exhorte* les Etats membres à reconnaître leur contribution précieuse à la protection des réfugiés et à la participation des efforts visant à promouvoir des solutions durables ;

j) *Demande instamment* aux Etats membres, à la lumière des besoins importants que doit couvrir l'Office du Haut Commissaire, de répondre avec générosité, solidarité et diligence à ses appels de fonds pour couvrir intégralement le Budget-programme annuel approuvé pour 2004, et d'appuyer les initiatives visant à assurer un financement plus important et plus prévisible, tout en s'efforçant de réduire les affectations de fonds à un niveau minimum ; et *encourage* le HCR à poursuivre ses efforts pour élargir la base des donateurs du HCR et diversifier ses sources de financement.

G. Décision sur le programme de travail du Comité permanent en 2004

25. *Le Comité exécutif,*

Ayant examiné les questions dont il a été saisi à sa cinquante-quatrième session, y compris son débat général basé sur la déclaration du Haut Commissaire, les travaux conduits par le Comité permanent au cours de l'année, et *ayant à l'esprit* les décisions et conclusions de sa cinquante-quatrième session,

a) *Décide* d'axer le programme de travail du Comité permanent en 2004 sur les points suivants : protection internationale ; politique en matière de programmes/protection ; programmes et financement ; bonne gestion ; coordination ; et gestion, finances, contrôle et ressources humaines ;

b) *Demande* aux Etats membres de passer en revue, lors de la réunion de planification prévue pour décembre 2003, des propositions spécifiques aux fins d'inclusion dans le programme de travail pour l'an 2004, compte tenu du calendrier noté par la réunion de planification en 2002, afin de soumettre le programme de travail qu'ils auront arrêté à la première réunion du Comité permanent en 2004 aux fins d'adoption officielle ; et *demande* aux Etats membres de garder à l'esprit l'intérêt que présente l'établissement des points de l'ordre du jour sur une période de deux ans ou plus ;

- c) *Demande* au HCR d'inclure dans sa documentation sur chaque point les recommandations pertinentes d'audit et du CCQAB ainsi que les mesures prises pour mettre en oeuvre ces recommandations ainsi que les décisions et conclusions y relatives du Comité exécutif ;
- d) *Autorise* le Comité permanent à ajouter et supprimer des points, en tant que de besoin, à son programme de travail entre les réunions ;
- e) *Décide* de ne convoquer que trois réunions du Comité permanent en 2004, en février/mars, juin/juillet et immédiatement avant la cinquante-cinquième session du Comité exécutif ;
- f) *Invite* le Comité permanent à lui présenter un rapport sur ses travaux à sa cinquante-cinquième session ;
- g) *Prie instamment* ses membres de poursuivre leurs efforts pour veiller à ce que le Comité exécutif soit une instance où l'on débâte de façon intéressante et interactive et fournisse au HCR des orientations aux fins de mise en oeuvre dans le cadre du mandat qui lui a été confié.

H. Décision sur l'ordre du jour provisoire
de la cinquante-cinquième session du Comité exécutif

26. *Le Comité exécutif,*

Décide d'adopter l'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session du Comité exécutif ci-après :

- 1. Ouverture de la session
- 2. Election du Bureau
- 3. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation
- 4. Thème annuel
- 5. Rapports sur les travaux du Comité permanent :
 - i) protection internationale
 - ii) questions relatives au programme, à l'administration et aux finances
 - iii) fonctionnement du Comité exécutif
- 6. Examen et adoption du Budget-programme annuel
- 7. Rapports relatifs à l'évaluation et à l'inspection
- 8. Réunions du Comité permanent en 2005
- 9. Examen de l'ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session du Comité exécutif
- 10. Questions diverses

11. Adoption du Projet de rapport de la cinquante-cinquième session du Comité exécutif
12. Clôture de la session

I. Décision sur la participation des délégations observatrices
aux réunions du Comité permanent en 2003-2004

27. *Le Comité exécutif,*

a) *Approuve* les candidatures suivantes de délégations de gouvernements observateurs aux fins de participation aux réunions du Comité permanent d'octobre 2003 à octobre 2004 :

Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Bénin, Botswana, Egypte, El Salvador, Ghana, Lettonie, Lituanie, Népal, Oman, Portugal, République tchèque, Jamahiriya arabe libyenne, République dominicaine, Roumanie, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Ukraine, Zambie.

b) *Autorise* le Comité permanent à se prononcer sur toute candidature supplémentaire aux réunions au cours de la période susmentionnée ;

c) *Approuve* la liste suivante des organisations intergouvernementales et internationales que le Haut Commissaire invite à participer en qualité d'observateur aux réunions pertinentes de son Comité permanent d'octobre 2003 à octobre 2004 :

Organisations, Organes, Fonds et Programmes des Nations Unies, Commission européenne, Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Ordre souverain et militaire de Malte, Secrétariat exécutif de la Communauté d'Etats indépendants, Ligue des Etats arabes, Union africaine, Organisation de la Conférence islamique, Conseil de l'Europe, Organisation internationale pour les migrations, Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, Communauté pour le développement de l'Afrique australe, Autorité intergouvernementale chargée du développement, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Centre international pour l'élaboration de la politique de migration.

J. Décision sur la participation des organisations non gouvernementales
en qualité d'observateur aux travaux du Comité exécutif
du Programme du Haut Commissaire
et de son Comité permanent

28. *Le Comité exécutif,*

Rappelant sa décision sur la participation des délégations observatrices aux travaux du Comité exécutif et de son Comité permanent (A/AC.96/912), et *comptant* désormais six années consécutives de participation des ONG en qualité d'observateur,

Reconnaissant l'importance de la présence des ONG en tant que partenaires des activités humanitaires du HCR en faveur des réfugiés et les *félicitant* pour leur contribution utile aux travaux du Comité exécutif et de son Comité permanent,

Rappelant en outre qu'il a, à sa cinquante et unième session (A/AC.96/944, par. 32), décidé de prolonger la participation des ONG en la qualité d'observateur jusqu'à la fin de l'année 2003, et d'étudier cette question à cette date,

Constatant la valeur ajoutée de la présence des ONG pour la conduite de ses travaux, cette étude devrait couvrir tous les aspects de leur participation et identifier les domaines qui pourraient être utilement renforcés,

a) *Décide* de prolonger, d'une année jusqu'à la fin de 2004, la participation des ONG en qualité d'observateur aux réunions du Comité permanent afin de permettre l'achèvement de cette étude ;

b) *Décide* que la participation des ONG en qualité d'observateur continuera de se conformer à la procédure établie par la décision du Comité permanent (A/AC.96/888) en attendant les résultats de cette étude.

Annexe I

DECISIONS ET CONCLUSIONS ADOPTÉES PAR LE COMITÉ PERMANENT EN 2003

Conformément aux pouvoirs dont il a été investi par le Comité exécutif, le Comité permanent a adopté un certain nombre de décisions sur des questions incluses dans son programme de travail. Les textes de ces décisions sont annexés aux rapports des différentes réunions du Comité permanent de la manière suivante :

A/AC.96/974 : Rapport de la vingt-sixième réunion du Comité permanent (4-6 mars 2003)

- Décision sur les données de programme et de financement en 2002 et les projections pour 2003

A/AC.96/984 : Rapport de la vingt-septième réunion du Comité permanent (24-26 juin 2003)

- Décision sur les projections globales de programme et de financement pour 2003

Annexe II

DECLARATION LIMINAIRE DE M. RUUD LUBBERS,
HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

(Genève, 29 septembre 2003)

Monsieur le Président,
M. Egeland,
Excellences,
Distingués délégués,
Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à cette cinquante-quatrième session du Comité exécutif et je suis heureux de voir que ce Comité exécutif ne cesse de grandir ; cette année, je voudrais souhaiter tout particulièrement la bienvenue à nos trois nouveaux membres, soit Chypre, le Kenya et le Yémen.

L'année qui vient de s'écouler a encore été une année importante pour le Comité. J'aimerais remercier le Bureau pour son travail et particulièrement le Président sortant, Monsieur l'Ambassadeur Fisseha Yimer d'Ethiopie. Je présente également mes félicitations au nouveau Bureau et au Président nouvellement élu, Monsieur l'Ambassadeur Boulgaris de Suisse, avec qui je me réjouis de travailler en étroite collaboration au cours de l'année à venir.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour rendre hommage à un ancien Haut Commissaire, le Prince Sadruddin Aga Khan, décédé il y a quelques mois. Le Prince Sadruddin – dont le mandat de Haut Commissaire a été le plus long de l'histoire du HCR – a conduit cette organisation pendant une époque où les défis ont été les plus impressionnants. L'essentiel de ce que nous faisons aujourd'hui repose sur l'œuvre qu'il a accomplie pendant les années 60 et 70.

Enfin, j'ai le grand honneur de présenter notre invité spécial, Jan Egeland, le nouveau Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies, qui s'adressera à vous au cours de la matinée.

Iraq

Mesdames et Messieurs,

Dans mes remarques liminaires de l'année dernière, j'ai souhaité la bienvenue à un autre de nos grands amis, Sergio Vieira de Mello, qui venait de rentrer à Genève prendre les fonctions de Haut Commissaire aux droits de l'homme. Sergio, qui a travaillé au HCR pendant plus de 25 ans, s'est assis sur ce podium à maintes reprises. Avant de devenir Haut Commissaire assistant pour les réfugiés, il avait participé activement aux travaux de ce Comité, surtout lorsqu'il en était le Secrétaire.

Sergio était un homme véritablement remarquable. Dans l'attentat de Bagdad, il y a 40 jours, l'Organisation des Nations Unies a perdu l'un de ses dirigeants les plus inspirés, les réfugiés ont perdu l'un de leurs avocats les plus talentueux et le HCR a perdu l'un de ses plus grands amis. Nous éprouvons encore les plus grandes difficultés à surmonter le choc qu'a constitué pour nous cet attentat de Bagdad le 19 août. Nous n'avons pas seulement perdu Sergio mais aussi 21 autres amis et collègues, y compris Reza Hosseini, un ancien fonctionnaire du HCR et Arthur Helton, un expert international renommé concernant les questions de réfugiés. Parmi les blessés graves, on compte également Gil Loescher, un autre grand ami du HCR, auteur d'un ouvrage récent sur l'histoire de l'Organisation.

L'attentat du 19 août et les autres graves incidents de sécurité jettent une grande ombre sur cette 54^e session du Comité exécutif. L'environnement dans lequel nous opérons est en constante mutation. Les Nations Unies ne sont pas toujours perçues comme nous le voudrions. Pour la première fois, elle est devenue une cible légitime d'un groupe terroriste. Comment allons-nous fonctionner maintenant après l'attaque la plus perverse qu'aient connue les Nations Unies ? Comment pouvons-nous gérer l'image erronée des Nations Unies aujourd'hui véhiculée particulièrement au Moyen-Orient ? Quelle contribution peuvent faire les agences humanitaires comme le HCR à ce processus ?

Au début de cette année, le HCR a mis au point des plans pour faciliter le retour volontaire et la réintégration de plus d'un million de réfugiés et de demandeurs d'asile irakiens ainsi que le retour d'environ 800 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire. Depuis le 19 août, ces efforts ont été suspendus.

Le Secrétaire général a dit clairement que si les conditions de sécurité le permettent, les Nations Unies continueront de jouer leur rôle dans l'assistance au peuple irakien. Il a néanmoins souligné qu'il ne nous fallait pas jouer avec la vie de notre personnel. Tel est notre défi aujourd'hui, trouver le juste milieu. En dernière analyse, la réponse ne réside pas dans l'augmentation du nombre de véhicules blindés, de barricades et de gardes armés mais dans l'amélioration de l'environnement politique global.

L'Organisation des Nations Unies – et particulièrement les agences opérationnelles comme le HCR – ne peuvent opérer à l'intérieur d'une forteresse. Notre force réside dans notre aptitude à communiquer avec les gens qui ont besoin de nous, à travailler par le biais des autorités locales et à renforcer les infrastructures locales. Si nous ne pouvons pas travailler avec le peuple irakien et avec les autorités irakiennes, alors nous n'aurons plus rien à y faire.

Telles doivent être aujourd'hui nos priorités : établir parmi le peuple irakien la confiance dans le HCR ; contribuer à renforcer les capacités des autorités irakiennes ; et surtout appuyer l'œuvre du Ministre irakien du déplacement et des migrations qui vient d'être nommé et que j'ai le plaisir de voir ici aujourd'hui dans cette salle.

Opérations et défis dans le monde

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais aborder les opérations ailleurs dans le monde en commençant par l'Afghanistan. L'Opération de rapatriement en Afghanistan l'année dernière a été réellement exceptionnelle, comptant deux millions de retours de réfugiés et de personnes déplacées. Le nombre de retours enregistrés cette année a été inférieur mais avec un peu plus d'un demi million de retours, il reste le mouvement de rapatriement le plus important dans le monde. Il s'agit d'une réalisation remarquable, particulièrement si l'on considère l'aggravation des conditions de sécurité et le fait que l'essentiel du pays est encore en ruines après des décennies de guerre.

Malgré les difficultés que rencontre notre personnel sur le terrain du fait des conditions de sécurité, le mouvement de retour a pu se poursuivre grâce aux efforts intenses qui ont été investis dans cette opération. En outre, des progrès importants ont été accomplis vers l'inclusion des rapatriés dans les programmes de rapatriement nationaux mis en œuvre par le Gouvernement de transition et appuyés par les acteurs du développement. C'est un bon exemple de ce que nous nous efforçons d'accomplir par le biais de l'approche « 4R » afin d'assurer que les rapatriés bénéficient du processus de relèvement national tout en y contribuant.

Le défi consiste maintenant à accélérer les efforts de réhabilitation et de reconstruction. Ces efforts sont cruciaux pour la stabilité du pays et détermineront dans une grande mesure le rythme ultérieur des retours. La communauté internationale doit maintenir son engagement si elle veut le succès du processus de retour et de réintégration à long terme. Nous aurons l'occasion d'échanger nos vues sur ce sujet lors de la réunion spéciale sur l'Opération en Afghanistan qui aura lieu demain à 18 heures.

Malgré les progrès accomplis à ce jour, des millions de réfugiés afghans vivent encore dans les pays voisins, particulièrement en Iran et au Pakistan. La patience de ces pays qui continuent d'offrir l'hospitalité à d'importantes populations réfugiées, alors que l'Afghanistan tente de se reconstruire, est grandement appréciée. La recherche de solutions durables pour ces populations reste une priorité absolue pour le HCR et au cours des deux prochaines années, nous oeuvrerons avec les gouvernements de ces pays et avec d'autres partenaires dans le contexte d'initiatives concrètes visant à faire face à la situation évolutive dans la région de façon globale.

Concernant la situation financière, nous avons réduit le budget total de cette année pour l'Opération afghane de 195 millions de dollars E.-U. à 184 millions de dollars du fait de la réduction du nombre de retours escomptés. Je suis convaincu que nous ne pourrons pas raisonnablement réduire encore ce budget. Nous commençons le dernier trimestre de l'année avec un déficit estimatif de 30 millions de dollars E.-U. Je lance un appel à tous les donateurs qui ont appuyé si généreusement notre opération en Afghanistan et leur demande d'envisager de nous accorder des fonds supplémentaires pour nous aider à combler ce déficit. Notre budget pour l'Opération en Afghanistan l'année prochaine est de loin inférieur à celui de cette année. Il constitue néanmoins un pourcentage important de notre budget total, traduisant ainsi le fait que

nous escomptons encore des retours importants. L'opération en Afghanistan est désormais normalisée et d'ici à 2005 nous aurons intégré le budget-programme supplémentaire dans notre Budget-programme annuel.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi maintenant d'aborder l'Afrique. En Angola, environ 160 000 réfugiés sont rentrés chez eux au cours de l'année écoulée, dont 30 000 moyennant l'assistance du HCR. Presque un demi million d'autres ont très envie de rentrer mais le pays reste dévasté après 27 ans de guerre civile. Nous avons l'occasion aujourd'hui de mettre fin à l'une des crises de déplacement les plus graves et les plus longues d'Afrique et j'espère que les donateurs continueront d'appuyer généreusement notre programme de rapatriement. En même temps, j'espère que nous verrons l'engagement du Gouvernement angolais à investir ses propres fonds dans les efforts de réhabilitation et de réintégration.

En République démocratique du Congo, le processus politique a franchi un pas important avec la mise en place d'un gouvernement provisoire. S'il est vrai que certaines régions du pays restent peu sûres, d'autres ont connu une amélioration considérable de la situation générale. J'espère que nous serons prochainement en mesure d'aider le retour volontaire des réfugiés vers ces régions. Entre-temps, un processus de paix hésitant au Burundi s'est traduit par le fait que plus de 300 000 réfugiés burundais et presque 400 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire n'entretiennent que peu d'espoir de regagner leur foyer dans un proche avenir.

J'ai dû interrompre ma récente mission en Afrique à la nouvelle de l'attentat de Bagdad et j'espère y retourner et me rendre en République-Unie de Tanzanie et au Burundi d'ici à la fin de l'année. La recherche de solutions durables aux réfugiés en République-Unie de Tanzanie reste une priorité absolue pour mon Office. J'ai également suivi avec intérêt les récents développements dans les pourparlers de paix au Soudan. Contrairement aux progrès enregistrés dans le processus de paix dans le sud du Soudan, la poursuite des hostilités dans la région de Darfur au nord du Soudan suscite de vives préoccupations. Les hostilités ont déjà entraîné l'exode d'environ 65 000 réfugiés vers le Tchad ainsi que d'importants déplacements intérieurs. Tous les efforts doivent être faits pour mettre un terme à ce nouveau conflit.

Au Libéria, on enregistre une amélioration nette de la situation depuis le départ de Charles Taylor et le déploiement des Forces de maintien de la paix de la CEDEAO. Les tensions restent toutefois vives dans de nombreuses régions du pays et je me réjouis de la récente résolution du Conseil de sécurité établissant une Force de maintien de la paix dotée d'un mandat des Nations Unies, nécessaire de toute urgence si l'on entend éviter de nouveaux déplacements. Un document décrivant notre stratégie au Libéria au cours des mois à venir est désormais disponible. Pour ce qui est de la Sierra Leone, mon Office continue de faciliter le retour volontaire des réfugiés sierra-léoniens en provenance du Libéria. Toutefois, nous avons besoin d'un appui plus résolu dans le domaine de la reconstruction de la Sierra Leone si l'on veut que ces retours se poursuivent et soient durables.

En Asie, mon office accordera la priorité absolue aux efforts visant à sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la recherche de solutions pour les quelque 100 000 Bhoutanais dans les camps

du Népal. Malgré toutes les tentatives du HCR pour aider le Bhoutan et le Népal à concevoir des solutions acceptables pour ces gens, nous n'avons pas été en mesure de participer au processus lancé conjointement par les Bhoutanais et les Népalais afin de vérifier l'identité de ces personnes ; nous n'avons pas non plus obtenu du Gouvernement bhoutanais l'accès aux régions de retour éventuelles.

Cela est tout à fait inacceptable. J'ai donc décidé de prendre trois mesures clés. Tout d'abord dans la mesure où le Gouvernement népalais a offert d'installer ceux qui souhaitent rester et de leur accorder la citoyenneté, mon Office encouragera des projets d'autosuffisance pour faciliter leur intégration et mettra graduellement un terme à sa présence dans les camps. Deuxièmement, mon office appuiera les initiatives de réinstallation pour les cas vulnérables. Troisièmement, en raison du déni d'accès signifié par le Bhoutan au HCR, ce qui nous interdit de suivre le processus de retour, nous n'encouragerons pas ces retours. Mon Office offrira néanmoins son assistance pour vérifier le caractère volontaire des retours du Népal. Au Bhoutan, le droit au retour doit être respecté. J'exhorte les Etats, et particulièrement l'Inde voisine, aider le Bhoutan et le Népal à mettre au point des solutions justes, humaines et durables pour l'ensemble de ces personnes.

En Chine, le sort des Nord-Coréens qui quittent leur pays de façon illégale continue de susciter une vive préoccupation. Depuis quelques années, le HCR fait des efforts pour avoir accès à eux. Mais cet accès nous a systématiquement été refusé. Une analyse des informations actuellement disponibles récemment conduite par notre Département de la protection internationale conclut que bon nombre des Nord-Coréens pourraient bien être considérés comme des réfugiés. Compte tenu de leur besoin de protection, ce groupe relève de la compétence du HCR. Pour ceux qui ont besoin d'assistance, le HCR est prêt à travailler avec des partenaires à la satisfaction de leurs besoins. A cet égard, il est primordial de respecter le principe du non-refoulement.

Dans les Amériques, la situation humanitaire en Colombie suscite toujours une vive préoccupation. Plus de 100 000 personnes supplémentaires ont fui leur foyer ces derniers mois, ce qui porte le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de la Colombie à plus de deux millions. Mon Office continue de jouer un rôle crucial dans la coordination de la réponse des Nations Unies à la situation des personnes déplacées.

En Europe, une visite récente au Nord du Caucase de notre Ambassadrice de bonne volonté, Angelina Jolie, a permis de mieux faire prendre conscience de certaines des difficultés rencontrées par la population tchéchène déplacée. Cette dernière est encore l'objet de pressions visant à lui faire quitter l'Ingouchie afin de rentrer en Tchétchénie. Face à cette situation, j'ai proposé une approche à deux volets. J'ai insisté sur le fait que les personnes déplacées continuent à se voir garantir un havre sûr en Ingouchie jusqu'à ce qu'elles estiment les conditions propices à un retour volontaire. Entre-temps, j'ai accepté de lancer une série de projets pilotes en Tchétchénie visant à permettre la réintégration durable de ceux qui souhaitent rentrer.

Dans les pays de l'Union européenne, le débat sur l'asile a été intense. Du côté positif, ce débat a fait surgir une nouvelle réflexion sur les moyens de renforcer la protection des réfugiés dans les régions d'origine. Le HCR a participé activement aux discussions en la matière dans la

mesure où l'on compte de nombreux points de convergence avec l'Agenda pour la protection et notre initiative Convention Plus. Le Sommet de Thessalonique a été encourageant et j'espère que l'Union européenne assurera un suivi pratique lorsqu'il sera question de partager le fardeau assumé par les pays en développement accueillant d'importantes populations réfugiées et lorsqu'il sera question de se concentrer sur la mise en œuvre de solutions durables. Du côté négatif, le climat hautement politisé dans lequel le débat sur l'asile a eu lieu a suscité des mesures de plus en plus restrictives dans de nombreux domaines du droit et de la pratique en matière d'asile. Il a aussi compliqué le processus d'harmonisation au sein de l'Union européenne des politiques en matière d'asile. Je continue d'exhorter les gouvernements des pays de l'Union européenne à ne pas perdre de vue leur objectif visant à convertir l'Europe en un « espace d'asile » commun. A défaut d'harmonisation, le trafic de personnes et la course à l'asile ne pourront que se poursuivre au détriment de ceux qui ont besoin de protection et de l'intérêt supérieur des pays concernés.

Le processus « HCR 2004 » et l'initiative « Convention Plus »

Mesdames et Messieurs,

Au cours de la première année de mon mandat de Haut Commissaire, j'ai lancé un processus connu sous le nom de « HCR 2004 ». Son objectif était de passer en revue le positionnement du HCR dans le système des Nations Unies vis-à-vis des Etats et des partenaires et de déterminer comment le rendre mieux à même de remplir son mandat.

Le rapport est désormais achevé et sera prochainement soumis à la Troisième Commission de l'Assemblée générale. Les consultations qui ont eu lieu ces neuf derniers mois m'ont aidé à préparer ce rapport. Un projet a également été communiqué au Secrétaire général et aux organes compétents du système des Nations Unies. Le rapport final tient compte de leurs commentaires et a leur aval. J'aimerais remercier tous ceux qui ont consacré tant de temps et d'énergie à ce processus et particulièrement l'Ambassadeur Boulgaris pour la maîtrise avec laquelle il a conduit ce processus de consultations ainsi que Paula Lynch le rapporteur qui a si bien mené les négociations sur le projet de conclusion.

Il y aura une discussion de groupe cet après-midi sur la mise en œuvre des conclusions contenues dans le rapport, aussi ne vais-je pas m'étendre sur cette question ici. Permettez-moi toutefois de mettre en lumière un certain nombre de questions clés qui ont été soulevées lors de ce processus.

Avec la prise de conscience de plus de en plus aiguë des liens réciproques qui existent entre la paix, la sécurité, l'action humanitaire, les droits humains et les politiques de développement, il est clair que mon Office doit créer une interface plus effective tant au sein qu'à l'extérieur du système des Nations Unies. J'ai le plaisir d'avoir à mes côtés aujourd'hui le nouveau Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies dont l'Office joue un rôle crucial dans la garantie d'une réponse bien coordonnée des Nations Unies aux crises humanitaires. J'ai l'intention de travailler en étroit partenariat avec Jan afin d'améliorer les stratégies visant à garantir une préparation plus efficace, des interventions plus opportunes et la fourniture plus globale de services et de solutions tant pour les réfugiés que pour les personnes déplacées à

l'intérieur du territoire. Je continuerai également à concentrer mon attention sur le renforcement de l'engagement du HCR aux côtés des piliers de la paix et de la sécurité des Nations Unies – particulièrement le Département des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix – et avec les acteurs du développement. Au cours de l'année écoulée, j'ai renforcé le Bureau du HCR à New York afin d'aller dans ce sens.

Concernant les situations de déplacement intérieur, je reste convaincu qu'il nous faut encore plus de prévisibilité au niveau de la réponse des Nations Unies. Mon Office continuera de travailler en étroite collaboration avec l'OCHA, d'autres organes du système des Nations Unies, des partenaires opérationnels tels que le CICR et les ONG, à la couverture des besoins des personnes déplacées à l'intérieur du territoire. Au cours de l'année écoulée, nous avons concentré notre attention sur les situations post-conflit où apparaissent des liens clairs entre le rapatriement des réfugiés et le retour des personnes déplacées.

Le processus « HCR 2004 » a également étudié un autre thème important, celui de l'amélioration des perspectives en matière de recherche de solutions durables pour les réfugiés. Le Cadre pour les solutions durables, qui vous a été communiqué, regroupe trois initiatives lancées ces dernières années : l'Assistance au développement pour les réfugiés (DAR), les « 4R » (Rapatriement, réintégration, réhabilitation et reconstruction) et le Développement par le biais de l'intégration sur place (DLA). Je compte sur l'appui sans faille des donateurs à cet égard.

Comme le Secrétaire général l'a fait remarquer dans son rapport récent sur les activités de l'Organisation, on constate un large fossé entre le discours sur l'intégration et la réalité de l'exclusion. Dans le cas des réfugiés et des rapatriés, ils ont trop souvent été exclus de l'Agenda pour le développement jusqu'à maintenant. L'heure est venue d'inverser cette tendance. Le HCR est un nouveau membre du Groupe de développement des Nations Unies et j'espère que cela nous aidera à assurer que les besoins des réfugiés figurent sur l'Agenda pour le développement. Répondant à la pandémie du VIH/SIDA, nous cherchons également à coparrainer l'ONUSIDA.

Le rapport a également comme thème central le souci de veiller à ce que les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile soient respectés et à ce que leurs besoins spécifiques soient satisfaits dans le contexte plus large de la gestion des migrations. Au cours de l'année écoulée, de nombreux Etats ont manifesté leur intérêt pour trouver le moyen de gérer les flux de migration de façon plus méthodique et plus systématique. Cela a conduit à de nouvelles initiatives et le HCR est désormais un participant actif dans ce cadre. Le Secrétaire général a lui-même identifié la migration internationale comme une question prioritaire pour les Nations Unies.

Avec l'aide de nos partenaires, nous continuerons d'élaborer des politiques relatives au lien entre l'asile et la migration. Le HCR continuera également de renforcer son alliance stratégique avec l'Organisation internationale pour les migrations sur la base d'une claire répartition des tâches. Le mois dernier, nos deux organisations se sont associées à l'Organisation internationale du travail (OIT), à l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR) et à l'Office des Nations Unies sur les stupéfiants et la criminalité (UNODC) afin de constituer le Groupe de Genève pour les migrations. Nous espérons que la Conférence des

Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) se joindra prochainement à ce groupe. Ce groupe devrait nous permettre d'améliorer nos liens de coopération et de mieux comprendre les activités menées à bien par les différentes institutions à chaque étape du cycle de la migration.

Les délibérations portant sur la gouvernance du HCR dans le cadre du processus « HCR 2004 » ont essentiellement porté sur la façon de mettre davantage en lumière la problématique des réfugiés. Mon initiative de convoquer une réunion ministérielle tous les cinq ans a pour but de renforcer son caractère multilatéral. De même, la proposition visant à rationaliser les exigences en matière d'établissement de rapports a pour but de porter avec plus de force la question des réfugiés devant le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Je suis convaincu que vos gouvernements appuieront ces mesures visant à renforcer la capacité de mon Office lorsque l'Assemblée générale en décidera ces prochaines semaines.

Concernant les recommandations sur le financement contenues dans le rapport HCR 2004, j'ai l'intention de commencer à appliquer le modèle du niveau de base de 30 pour cent avec les pays qui souhaitent le faire. Je vous tiendrai régulièrement informés de ce projet pilote. Quant à la part des crédits alloués au HCR dans le Budget ordinaire des Nations Unies, je compte sur le Comité exécutif pour appuyer l'augmentation de cette allocation.

L'un des apports indirects du processus HCR 2004 et des consultations mondiales a pris la forme de l'initiative « Convention Plus ». Cette initiative a pour but de renforcer le partage de la charge et de mettre en œuvre des solutions durables pour les réfugiés par le biais d'accords spéciaux. Depuis la réunion inaugurale du Forum en juin de cette année, nous avons accompli de grands progrès en la matière. Le Danemark et le Japon organiseront conjointement une réunion de certains pays intéressés sur le ciblage de l'assistance au développement pour contribuer à la mise en œuvre de solutions durables en faveur des réfugiés dans les régions d'origine. La Suisse a accepté de faciliter les discussions sur la façon de gérer les mouvements secondaires de demandeurs d'asile et de réfugiés et le Canada co-organisera prochainement une réunion sur la façon dont la réinstallation peut être utilisée de façon plus stratégique.

Nous accomplissons également des progrès dans la mise au point de critères d'identification de situations spécifiques pouvant devenir des initiatives « Convention Plus », sur la base des leçons tirées de l'expérience dans des situations telles que l'Afghanistan, l'Angola et l'Afrique de l'Ouest. Tout un éventail de situations sont déjà examinées à la lumière de ces critères, y compris les nouvelles crises de réfugiés, les grandes opérations de rapatriement et les situations prolongées. Je suis convaincu qu'un certain nombre d'entre elles se prêteront à l'élaboration d'accords spéciaux multilatéraux. J'ai l'intention de convoquer une autre réunion du Forum en liaison avec la première réunion du Comité permanent en 2004 et je me réjouis par avance d'une discussion approfondie de ces problèmes à cette occasion.

Performance et gestion

Mesdames et Messieurs,

Dans toutes nos opérations, notre efficacité dépend de notre capacité d'assurer une performance et une gestion de qualité. Permettez-moi en conséquence de conclure par quelques mots sur ce chapitre.

Concernant la gestion des ressources humaines, j'ai annoncé l'année dernière mon intention de mener à bien une étude approfondie visant à améliorer les politiques existantes. Je suis heureux de faire état de progrès importants dans ce domaine. J'ai récemment approuvé une nouvelle politique en matière de ressources humaines prévoyant un rôle plus important du Comité des nominations, des affectations et des promotions, l'adoption d'une session annuelle de promotion, la révision des politiques en matière de contrats, d'affectation et de roulement ainsi qu'une nouvelle stratégie de recrutement.

La nouvelle politique clarifie les responsabilités conjointes des fonctionnaires, de la direction et du Comité afin que les postes vacants soient pourvus en temps voulu et par les candidats les plus qualifiés. De nouveaux mécanismes s'efforcent de minimiser le nombre de fonctionnaires en attente d'affectation et d'optimiser la contribution des fonctionnaires qui se trouvent de temps à autre dans ces situations. Dans la révision des politiques en matière de promotion et de nomination de durée indéterminée, le critère de base a consisté à s'assurer que la performance soit récompensée et que l'insuffisance du comportement professionnel soit correctement appréhendée. La politique de recrutement inclut l'établissement d'un fichier qui facilitera l'accès de fonctionnaires expérimentés dans les catégories des Services généraux, des administrateurs auxiliaires et des administrateurs des Nations Unies à des postes d'administrateur.

Nous avons pris un certain nombre de mesures pour accroître la transparence et l'obligation redditionnelle dans la gestion de nos opérations en renforçant notre capacité de contrôle interne. Le Bureau de mon Inspecteur général dispose aujourd'hui d'une capacité d'investigation importante et examine actuellement 60 allégations de mauvaise conduite, soit de la part de nos fonctionnaires, soit de la part d'agents des partenaires d'exécution. La multiplication par 10 enregistrée dans ce domaine ces dernières années est à porter au crédit des mécanismes plus efficaces que nous avons mis en place. Je crois que ce résultat est également à porter au crédit d'une plus grande confiance du personnel, des partenaires et des réfugiés dans le dépôt de plaintes. Par le biais du Bureau de l'Inspecteur général et de nos vérificateurs des comptes intérieurs, nous continuons d'envoyer un message dissuasif à ceux dont les actes pourraient porter atteinte à la réputation de l'Office. Cela s'applique aussi bien à la mauvaise conduite, à la mauvaise gestion qu'au gaspillage de ressources.

Nous venons de publier nos principes directeurs révisés sur la prévention de la violence sexuelle et sexiste et sur la réponse en la matière. Ces principes directeurs révisés ne sont pas simplement destinés au personnel du HCR mais à l'ensemble de nos partenaires humanitaires et de développement travaillant aux côtés des réfugiés et des autres personnes déplacées. Il s'agit, j'en suis convaincu, d'un jalon important dans notre tentative d'assurer une meilleure fourniture

de la protection et de l'assistance aux femmes et aux enfants réfugiés. L'obligation redditionnelle et la prévention de la violence sexuelle et sexiste sont également des thèmes primordiaux dans les ateliers régionaux de gestion de la protection aujourd'hui organisés par notre Département de la protection internationale.

Nous avons également accompli des progrès dans la révision de nos systèmes administratifs. Le Projet de renouvellement des systèmes de gestion, par exemple, est un élément crucial des efforts que nous déployons actuellement pour moderniser et renforcer nos capacités de gestion par le biais des technologies les plus récentes. Il traduit également notre engagement constant à garantir l'utilisation la plus efficace possible des ressources que les bailleurs de fonds mettent à notre disposition.

Concernant la gestion des fonds, permettez-moi de commencer par les bonnes nouvelles : nous avons enregistré une augmentation modeste mais constante des contributions depuis 2001. Cela est encourageant et je vous suis reconnaissant pour votre appui sans faille. L'augmentation des contributions est en partie justifiée par les programmes supplémentaires importants que nous avons lancés. Je suis particulièrement reconnaissant aux donateurs qui ont accru le montant total de leurs contributions au HCR au cours de cette période. J'apprécie les efforts que les donateurs ont déployés cette année pour verser leurs contributions plus tôt. Cela a facilité notre travail.

La mauvaise nouvelle, c'est que nous avons dû opérer deux coupures budgétaires cette année. Contrairement à l'année dernière, nous avons procédé à ces réductions au début de l'année. Nous avons tout d'abord réduit le niveau des ouvertures de crédit de 54 millions de dollars E.-U. et gelé quelque 37 millions de dollars sur la Réserve des opérations. Puis nous avons procédé à des réductions supplémentaires pour compenser l'augmentation des coûts d'environ 42 millions, due aux fluctuations des taux de change et aux augmentations de salaire du personnel des Nations Unies. Bien que le Siège et l'administration aient principalement fait les frais de ces réductions, nos activités de protection et d'assistance en ont malheureusement et inévitablement souffert.

Bien que nous soyons dans une position plus confortable que l'année dernière à cette époque, nous avons encore besoin de 56 millions de dollars E.-U. sous forme de nouvelles contributions pour financer le Budget annuel de 2003 et pour éviter tout risque de nouvelles coupures budgétaires. Je vous lance un appel pour assurer la couverture intégrale de notre dotation budgétaire de cette année. Nous ne pouvons nous permettre de procéder à de nouvelles réductions d'ici à la fin de l'année.

Dans le passé, les donateurs ont, à maintes reprises, offert des fonds additionnels pour des activités non prévues dans le budget du HCR. Cette année, dans le cas où ces activités sont conformes à notre mandat et bénéficient clairement aux réfugiés et autres personnes relevant de notre compétence, j'ai l'intention d'accepter ces fonds et de mettre en œuvre les programmes. Les procédures internes ont été ajustées à cette fin au titre d'un projet pilote pour 2004.

Le Budget-programme annuel pour 2004 que je présente au Comité exécutif aux fins d'approbation s'élève à 955 millions de dollars E.-U. Cette dotation budgétaire est plus élevée que celle de ces dernières années. La principale raison en est que bon nombre des activités qui

ont été financées par le biais de budgets-programmes supplémentaires au cours de ces dernières années ont été absorbées dans le Budget-programme annuel de 2004, conformément à notre règlement de gestion.

Si le niveau global des contributions au HCR n'a cessé d'augmenter chaque année depuis 2001, le montant des fonds reçus au titre du Budget annuel est resté relativement constant. Cette tendance devra s'inverser si l'on entend assurer la couverture financière de ce budget annuel plus élevé qu'à l'accoutumée. Je compte sur votre appui pour financer le Budget-programme annuel de 2004.

Mesdames et Messieurs,

Au cours de ces trois dernières années, j'ai lancé plusieurs initiatives visant à renforcer les partenariats du HCR. L'importante innovation de cette année est d'inviter les partenaires au niveau national à travailler plus étroitement avec le HCR pour évaluer les besoins, fixer les objectifs et préparer les budgets. L'idée est de passer d'une budgétisation fondée sur les ressources à une approche motivée par les besoins.

Dans la planification des activités de l'année prochaine, j'ai demandé au personnel de terrain de se concentrer sur trois domaines clés : tout d'abord mieux utiliser les services fournis par les partenaires dans les cas où ils sont en mesure de mener à bien des activités de façon plus rentable que le HCR ; deuxièmement étudier les possibilités, pour les partenaires actuellement financés par le HCR, de poursuivre les mêmes activités grâce à un financement venant d'autres sources ; et troisièmement appuyer – par d'autres moyens que financiers – les projets visant à répondre aux besoins des réfugiés non couverts et non prévus dans le budget du HCR. Une copie du message que j'ai envoyé au personnel décrivant ce processus est disponible. En dernière analyse, il ne traite pas simplement du financement, il se propose d'adopter une toute nouvelle démarche vis-à-vis du concept de partenariat. Il a pour but de mettre les réfugiés en première ligne et les besoins de l'institution au deuxième rang.

Nous continuerons de renforcer nos relations avec la communauté des ONG et les organisations internationales en s'appuyant sur notre expérience et sur nos compétences et en examinant d'autres moyens de leur permettre de participer à nos processus décisionnels. J'aimerais remercier les ONG des nombreuses idées constructives qu'elles ont émises lors de la réunion préparatoire au Comité exécutif de la semaine dernière à laquelle je n'ai malheureusement pas pu assister.

Mesdames et Messieurs,

Enfin, comme bon nombre d'entre vous le savent déjà, Mary Ann Wyrsh, Haut Commissaire adjoint, nous quittera en décembre. Mary Ann m'a informé de son intention de quitter le HCR pour des raisons d'ordre personnel et professionnel et j'ai accédé à sa requête, non sans regret. J'aimerais la remercier de la contribution cruciale qu'elle a apportée à cette organisation, particulièrement dans le domaine de la gestion, au cours des trois dernières années. Elle nous manquera à tous. Au nom de tous les fonctionnaires du HCR, je lui souhaite plein succès dans ses nouvelles entreprises et je forme les vœux les meilleurs pour son avenir.

Merci.

Annexe III

REMARQUES DE CLOTURE DU PRESIDENT CONCERNANT LE DEBAT GENERAL

(Mercredi 1^{er} octobre 2003)

La nature constructive et positive de vos interventions cette semaine a déjà contribué à atteindre l'un des buts que j'ai mentionnés pour le Comité exécutif dans mes remarques liminaires – un débat de fond et de qualité. J'espère que nous pourrons maintenir ce niveau tout au long de l'année à venir.

Nous sommes tous bouleversés et profondément affligés par la tragédie de Bagdad en août dernier. Rendant hommage à notre grand ami Sergio Vieira de Mello et ses collègues, vous avez souligné l'importance cruciale d'assurer la sûreté et la sécurité de l'ensemble du personnel humanitaire, pour reprendre les termes d'une délégation, « un engagement solennel de la communauté internationale. » A n'en pas douter, celle-ci est confrontée à un défi nouveau qui nécessite réflexion et action de notre part

Mesdames et Messieurs,

Vous avez exprimé votre vive reconnaissance pour les nombreuses réalisations de l'année écoulée sous la conduite du Haut Commissaire. A titre d'exemple, citons l'oeuvre remarquable du HCR et d'autres institutions dans leurs efforts pour rapatrier et réintégrer les réfugiés et les personnes déplacées en Afghanistan. Toutefois, vous avez fait remarquer que beaucoup restait à faire dans les domaines de la réhabilitation et de la reconstruction ainsi que pour les réfugiés qui vivent encore dans les pays voisins.

Vous avez également exprimé votre appréciation concernant le rôle crucial que le HCR a joué dans les efforts de préparation et de planification pour imprévus en Iraq, la nécessité d'assurer la protection des réfugiés qui rentrent chez eux dans une période de transition. Parmi les autres régions ayant été le théâtre de développements positifs au cours de l'année écoulée, il convient de citer l'Angola, le Timor oriental, la Sierra Leone, le Burundi, la Somalie, le Sri Lanka ainsi que l'est de la République démocratique du Congo. Un certain nombre d'entre vous se sont également référés aux nouvelles initiatives prises dans vos propres pays tout en demandant l'application pleine et rapide des accords tripartites déjà conclus.

En dépit de la diminution du nombre des réfugiés, le nombre total de personnes relevant de la compétence du HCR, y compris les personnes déplacées, s'est de fait accru. Plusieurs situations de réfugiés prolongées n'ont pas encore trouvé de solutions et nombre d'entre vous ont souligné les situations spécifiques dans vos propres régions qui requièrent des ressources et une assistance supplémentaires.

Bon nombre de délégations ont souligné le lourd fardeau toujours assumé par les pays en développement accueillant des réfugiés. Elles ont souligné l'impact d'importants afflux de

réfugiés sur les communautés locales, particulièrement aux plans socio-économique et environnemental. Une délégation a précisé que l'action humanitaire ne devait pas être simplement le fait des gouvernements centraux mais qu'elle devait être menée à bien en coopération avec les autorités locales. Une autre a suggéré que les signes de fatigue exprimés par les pays hôtes devaient être pris au sérieux par la communauté donatrice qui compte sur les pays hôtes pour fournir une protection à l'essentiel des réfugiés du monde car ils n'ont pas le choix.

Pour en venir aux questions thématiques, vous avez consacré une bonne part de votre attention aux initiatives nouvelles et anciennes auxquelles le Haut Commissaire a fait référence dans ses remarques liminaires. Il s'agit du processus HCR 2004, « Convention Plus », le Forum, l'Agenda pour la protection, le Cadre pour les solutions durables, le lien entre l'asile et la migration, les partenariats, les questions financières et connexes.

Bon nombre d'entre vous se sont félicités du processus « HCR 2004 » et ont appuyé un certain nombre de recommandations proposées par le Haut Commissaire. Les consultations intenses ont été considérées comme une chance d'établir une comparaison entre plusieurs positions et points de vue. Certains d'entre vous ont noté que ces propositions ainsi que d'autres initiatives doivent tabler sur la Convention de 1951 et son Protocole de 1967. Nous avons pris conscience que la levée de la limite temporelle du mandat du Haut Commissariat ne saurait autoriser la communauté internationale à relâcher ses efforts pour résoudre les problèmes de réfugiés. En même temps, il a été souligné que le HCR devait conserver son caractère humanitaire et apolitique.

Le Haut Commissaire a été félicité pour ses efforts visant à établir des liens plus étroits avec le système des Nations Unies et les autres partenaires du HCR. Comme un Etat en a fait mention, « la coordination et le partenariat sont d'une importance primordiale du fait du lien de plus en plus étroit entre la gestion du conflit, l'action humanitaire, les droits humains et les politiques de développement. » De fait, l'importance des partenariats a été citée à maintes reprises. Bon nombre d'entre vous ont appuyé les efforts visant à renforcer l'engagement du HCR auprès des piliers de la paix et de la sécurité des Nations Unies et des acteurs du développement, y compris la participation du HCR aux activités du Groupe de développement des Nations Unies. En outre, vous avez appuyé l'intention du Haut Commissaire de renforcer sa coopération avec le reste de la famille des Nations Unies, le CICR ainsi que les ONG. Nombre d'entre vous ont mis l'accent sur l'importance cruciale de la collaboration entre le HCR, l'OCHA et le CPI et ont félicité le Haut Commissaire pour sa décision de demander le coparrainage de l'ONUSIDA.

La décision de convoquer une réunion ministérielle tous les cinq ans a été bien accueillie par bon nombre d'entre vous comme un moyen de conférer davantage d'importance à la problématique des réfugiés sur l'ordre du jour international et de réaffirmer le caractère multilatéral du Haut Commissariat.

Le débat a soulevé un large éventail de questions de protection de portée universelle. Vous vous êtes félicités des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de l'Agenda pour la protection et avez noté qu'ils doivent guider la communauté internationale dans le domaine de l'asile et de la protection. Il convient de rendre cet Agenda plus opérationnel. Nombreux sont ceux qui se sont

prononcés sur l'importance de protéger les femmes et les enfants face à l'exploitation et se sont déclarés reconnaissants des principes directeurs sur la prévention de la violence sexuelle et sexiste. Un délégué a suggéré que tous ceux qui travaillaient dans le domaine des réfugiés touchaient à la protection (« Tout fonctionnaire du HCR est, de fait, chargé de protection ; toutes les ONG et les autres agents humanitaires ont des responsabilités de protection ») et a également suggéré que ces responsabilités couvrent non seulement les besoins juridiques mais de plus en plus les besoins de protection physique. D'autres se sont fait l'écho des remarques du Coordonnateur des secours d'urgence concernant l'importance de l'accès aux réfugiés et aux personnes déplacées.

Bon nombre de délégations se sont félicitées de l'initiative « Convention Plus » du Haut Commissaire et l'ont vue comme une idée prometteuse pour promouvoir des solutions globales aux problèmes des réfugiés tout en renforçant la solidarité internationale et le partage de la charge. Un certain nombre de délégations ont estimé que le cadre « Convention Plus » pourrait servir à compléter le cadre international de protection des réfugiés sans se substituer à la Convention de 1951 ou au Protocole de 1967. De nombreuses délégations se sont engagées à coopérer avec le Haut Commissariat pour donner un contenu à cette initiative « Convention Plus » en élaborant des accords spéciaux et d'autres mesures. A cet égard, le Forum a été reconnu comme une plate-forme utile pour l'élaboration d'accords spéciaux mais certains ont souligné que cette initiative devait être étroitement liée aux structures de gouvernance du HCR.

Plusieurs délégations ont noté le lien étroit entre « Convention Plus » et le Cadre pour les solutions durables, y compris les initiatives DAR, 4R et DLI. La pertinence du concept de sécurité humaine a également été mentionnée dans ce contexte, une délégation ayant affirmé qu'elle se réjouissait par avance de la coopération avec le HCR pour renforcer la visibilité de chaque partenaire dans ce domaine. Plusieurs délégations ont lancé une mise en garde quant à la capacité des pays en développement en matière d'intégration de réfugiés et ont noté que l'initiative DLI ne pourrait pas être une solution dans les situations de réfugiés prolongées comptant un grand nombre de réfugiés. D'autres ont cité l'exemple positif de l'initiative en Zambie concernant la promotion de l'autosuffisance des réfugiés. Plusieurs délégations ont souligné que le Cadre et ses composantes étaient par nature flexibles et offraient une possibilité d'action intéressante par le biais d'une planification stratégique conjointe avec les acteurs du développement, les fournisseurs d'une aide bilatérale et les gouvernements hôtes. Bien que le rapatriement librement consenti reste la solution privilégiée, j'ai eu le plaisir de noter l'engagement de certains Etats à la réinstallation tant comme solution durable que comme instrument de protection.

Concernant le lien entre l'asile et la migration, bon nombre d'entre vous ont appelé de leurs vœux une approche multilatérale reconnaissant le lien entre l'asile et la migration tout en maintenant une distinction entre les deux afin de contribuer à éviter l'abus en matière d'asile. Vous avez manifesté votre intérêt pour l'établissement du Groupe de Genève pour les migrations et d'autres efforts visant à promouvoir la coopération avec l'OIM, l'OIT, le Haut Commissariat aux droits de l'homme, l'Office des Nations Unies sur les stupéfiants et la criminalité et d'autres organisations compétentes en matière de migration.

Permettez-moi de me référer aux nombreux commentaires sur les questions relatives au financement. Il a été gratifiant d'entendre bon nombre d'entre vous indiquer un montant égal ou supérieur de contributions par rapport à l'année dernière. La solidarité internationale et le partage de la charge ont été placés par vous tous au coeur de notre débat.

Il a été généralement admis que le HCR souffrait d'un financement inadéquat, que les besoins financiers étaient prévisibles et que les donateurs devaient accepter une responsabilité collective en matière de couverture du budget. En même temps, le HCR a été invité à montrer davantage de rigueur en matière de gestion financière pour renforcer sa crédibilité et pour utiliser de façon plus efficace les ressources mises à sa disposition. Bon nombre d'entre vous ont exprimé leur préférence pour une approche budgétaire fondée sur les besoins. Certains d'entre vous se sont félicités des nouvelles initiatives concernant le Budget-programme annuel et la plupart se sont ralliés à l'objectif d'élargir la base des donateurs et de renforcer le financement du secteur privé. De nombreuses délégations ont souligné que la nature volontaire des contributions au HCR devait être maintenue. Certaines ont appuyé le modèle d'un niveau de base de 30 pour cent. Le Haut Commissaire a été incité à entamer des négociations bilatérales avec les donateurs à cet égard.

Enfin, j'aimerais me féliciter des commentaires des délégations concernant la révision par le Comité exécutif de ses méthodes de travail au cours de l'année à venir afin d'être plus efficace.

Mesdames et Messieurs,

L'ensemble de nos commentaires a contribué à une discussion très constructive qui, j'en suis sûr, sera bien reçue par le HCR. Ces commentaires nous aideront dans nos efforts communs pour fournir une protection et rechercher des solutions durables aux réfugiés. Je dois souligner ici qu'il s'agit d'une entreprise commune. Comme une délégation l'a fait remarquer hier, la création d'un environnement pour les réfugiés propice à une vie digne, que ce soit dans un pays hôte ou de retour dans le pays d'origine, est de la plus haute importance.